

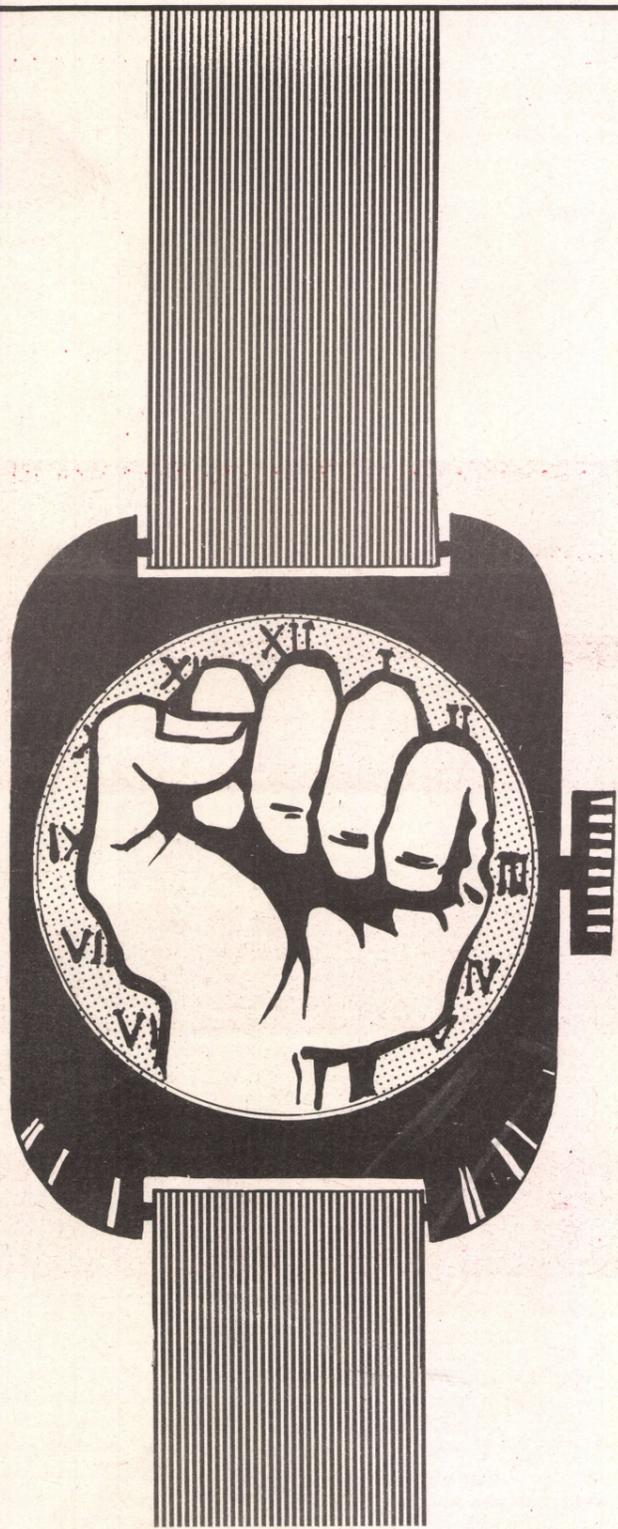
Lutte Ouvrière

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 252 — SEMAINE DU 26 JUIN AU 2 JUILLET 1973

PRIX : 2 F



LIP

donne

l'exemple

expropriations

les patrons

en bref... en bref... en bref...

Une manifestation tricolore

Le 20 juin, quelques dizaines de milliers de personnes ont manifesté de Charonne à la gare de l'Est. Malgré les grandes déclarations des organisateurs sur son caractère unitaire, cette manifestation fut loin de réunir tous les courants de la Gauche ; PS, CFDT, FEN ayant refusé d'y participer, et les groupes gauchistes qui voulaient s'y joindre ayant par contre été refoulés. Restaient avec le Parti Communiste ceux qu'une telle attitude ne gênait pas trop, il faut croire : le PSU, l'AMR, le CLAJ, Témoignage Chrétien...

Malgré la campagne intense qu'avait menée le PCF et l'Humanité en faveur de

cette manifestation, les cortèges ouvriers n'étaient pas très importants. Le nombre des JC, d'étudiants, de gens du spectacle l'était beaucoup plus. C'est ce qui valut de donner à cette manifestation un caractère un peu animé, avec fanfare, déguisements, scénettes. Quant à la liberté, elle fut mise au tricolore. Tous les élus communistes étaient venus, ceints de leurs grandes écharpes tandis que des bonnets phrygiens étaient vendus à tous ceux qui voulaient en arborer un et que les drapeaux tricolores étaient aussi nombreux que les drapeaux rouges contrairement à ce qui s'était fait le 1^{er} mai.



Au coude-à-coude : Séguy, Marchais, Duclos et... Rocard. (Ph. UPI)

Dernière retraite

Le gouvernement veut-il en faire un symbole et avertir la population parisienne que, dorénavant, ce seront les paras qui maintiendront l'ordre en cas de défaillance des diverses forces de police ?

C'est une hypothèse. Encore que tout le monde sache, et depuis longtemps, que si la bourgeoisie française utilise le moins possible l'armée pour le maintien de l'ordre (elle sert surtout à transporter les usagers des transports, ou à vider les poubelles, en cas de grève des services publics), c'est essentiellement pour des raisons politiques.

En effet, l'utilisation de l'armée pourrait entraîner des réactions beaucoup plus préjudiciables aux intérêts de la bourgeoisie que le fait de laisser se dérouler des manifestations même de l'ampleur de celles de mai 1968.

Alors, il est plus vraisemblable que Bigeard a été nommé à Paris parce que, chassé de Madagascar par les manifestants malgaches, on ne savait plus où le mettre.

Et la seule utilité que pourra avoir son nom sera peut-être de rassurer l'électeur UDR moyen.

Ecoute, écoute

Au moment où le problème venait en discussion devant l'Assemblée, deux hebdomadaires, Minute et Le Canard enchaîné, produisaient des documents sur les écoutes téléphoniques, un principe illégal.

En principe, les écoutes téléphoniques sont ordonnées par un juge d'instruction. Dans certains cas, on s'aperçoit que les journaux, hommes politiques de tous bords, particuliers, etc., sont branchés sur une table d'écoute et leurs conversations enregistrées au mépris le plus parfait des lois.

Mais le gouvernement ne s'émeut pas beaucoup du « scandale ». Au contraire, il

trouve les écoutes téléphoniques de bonne guerre.

D'ailleurs, ce n'est pas nouveau : depuis que la poste existe, le viol des correspondances privées et publiques est une pratique courante dans beaucoup de pays et, en France en particulier, c'est une méthode politique et policière traditionnelle.

Dans de nombreuses usines, le patron contrôle les conversations des employés, tant entre eux qu'avec l'extérieur.

Cela fait partie des mœurs des dirigeants.

Mais cela ne prouve qu'une chose :

c'est qu'ils ne sont pas sûrs du tout que leur pouvoir ou leur puissance bénéficie du consensus populaire. Ils savent bien que le résultat des élections, plus ou moins faussées, ne reflète pas le pays, et pour asseoir leur pouvoir ils ont besoin de

toute une armée de fonctionnaires, policiers et espions.

Et, finalement, aucune précaution ne leur paraît trop grande pour être assurés de rester à la tête du pays, ou de continuer à gérer la société.

Les magasins Carrefour écrasent... la liberté d'expression

Le vendredi 15 juin, nous vendions notre journal comme toutes les semaines à l'entrée du magasin Carrefour de Villeurbanne. Des hommes aux ordres de la direction ont essayé de nous intimider comme ils le font toujours. Nous leur avons répondu que rien de nous interdisait de vendre notre presse, que nous venions ici depuis deux ans et que nous ne partirions en aucun cas.

Quelques minutes après, ils étaient sept contre nous quatre à essayer de nous bousculer en voulant nous faire déguerpir. Aux cris de : « C'est ça la liberté d'expression ? », « On n'est pas en Grèce, ici, on essaie d'empêcher la vente de Lutte Ouvrière parce que les ouvriers peuvent s'y exprimer. Dans cette société, les ouvriers n'ont que le droit de travailler et de se taire », etc., les passants se sont mis avec nous et plusieurs personnes ont repris les mêmes thèmes en s'adressant violemment aux nervis.

Voyant qu'ils ne pourraient pas nous faire partir, ceux-ci essaient de nous encercler pour nous couper des clients qui passaient par là. Mal leur en prit car ils

se firent remarquer et ridiculiser aux yeux des passants aux cris de : « Regardez-les, la direction de Carrefour a vraiment de l'argent à dépenser puisqu'elle utilise douze flics à ne rien faire, elle ferait mieux de baisser ses prix ! ».

Cela dura le temps que les policiers arrivent. Quand ils ont débouché, les nervis nous empoignèrent pour nous retenir, ce fut la bousculade générale, quelques coups furent échangés, une chemise déchirée à la grande indignation de la cinquantaine de clients qui se trouvaient là, se demandant ce qui se passait : « ils n'ont rien fait, pourquoi on les emmène ces jeunes, c'est ça la liberté ? ». Les flics ont dû s'y prendre à deux fois pour nous embarquer dans leur camionnette. Un jeune demanda à un policier pourquoi c'est nous qu'ils emmenaient au lieu des nervis de Carrefour, car c'est eux qui avaient commencé à nous frapper.

La police a encore une fois su montrer de manière évidente aux gens qui étaient là quelle était sa fonction : tenter d'empêcher, sur ordre des patrons, toute expression des travailleurs.

Métro Saint-Paul :

Marcellinades de la police

Le 19 juin, à 18 h 30, une douzaine de militants de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière vendent leurs journaux à la sortie du métro Saint-Paul, à Paris. Depuis plusieurs années que Lutte Ouvrière est vendu chaque semaine à cet endroit, la tradition voulait que, de temps à autre, un panier à salade en maraude passe par là, par routine ; mais cela faisait bien longtemps que les flics avaient abandonné l'espoir de réussir à nous empêcher de vendre notre presse.

Sans doute ces messieurs s'ennuyaient-ils particulièrement ce soir-là, car nous avons eu droit à une démonstration de force faite dans toutes les règles de l'art : deux paniers à salade, une voiture

banalisée, des gradés pour diriger les opérations. Il est vrai que la démonstration ne fut pas très convaincante puisque, malgré leurs recherches spectaculaires dans les couloirs du métro et autour de la station, les flics ne réussirent à mettre la main que sur une seule de nos camarades qui en fut quitte pour passer une heure au commissariat.

L'intervention du plus pur style western des sbires de Marcellin a quelque peu ébahi les habitants du quartier, mais ne les a guère impressionnés. De toute façon, ce ne sont pas les piteuses des flics de Marcellin qui nous empêcheront de vendre Lutte Ouvrière.

Les risques d'un sale métier

On ne connaît toujours pas l'auteur de l'attentat dont le docteur Fully, médecin-inspecteur des prisons, a été la victime.

Quelles que soient les motivations de ce meurtre, il ne saurait être approuvé. Indépendamment du fait que le moyen employé est aveugle (la femme de ménage du docteur Fully est blessée et n'importe qui d'autre aurait pu être tué), l'assassinat de telle ou telle personnalité n'a jamais changé quoi que ce soit à l'ordre social.

Cela dit, nous ne pleurerons pas sur le sort du docteur Fully. Sa fonction n'était pas de celle qu'on remplit innocemment, même si l'on parcourt le monde pour faire des conférences sur la réforme pénitentiaire, même si, comme le dit l'Humanité, « la générosité de son comportement lui a valu, là aussi, de multiples sympathies ».

Et le docteur Fully avait décidément une réputation aux faces bien diverses. C'était peut-être un libéral distingué mais aussi « un éminent spécialiste du dépistage de la simulation » comme on nous l'a expliqué sur les ondes...

Libéral de salon, capable même, grand seigneur, de prendre à l'occasion une mesure spectaculaire en faveur d'un détenu, de s'indigner vertueusement contre un « abus », ce médecin en chef des prisons est peut-être intervenu dans quelques cas individuels mais il a quand même, qu'on le veuille ou non, couvert tout ce qui se passait d'ignoble dans les pri-

sons. Mais s'il le dénonce a posteriori, une fois que d'autres l'ont mis en lumière, il reçoit aujourd'hui de vibrants hommages de toutes parts ; ancien déporté, « martyr » de sa fonction, Fully sera probablement décoré à titre posthume.

L'Humanité n'est pas en reste, qui lui rend grâce pour avoir « contribué à arracher à la mort notre camarade Jean Farugia contre lequel s'acharnaient les ultras du colonialisme ». Mais, inspecteur général des prisons sous de nombreux régimes, pendant la guerre d'Algérie en particulier, George Fully, que l'on sache, n'a jamais risqué sa carrière dans des buts humanitaires.

Jusqu'à Libération qui s'attendrit sur lui par le biais d'un témoignage d'un ancien détenu : « Le docteur Fully était à 75 % pour les prisonniers... ». Mais peut-on être un libéral à 75 % ?

A moins que cette double personnalité soit l'une des qualités les plus éminentes des hauts fonctionnaires de l'administration qui savent faire exécuter les basses besognes tout en préservant leur image de marque d'humanistes distingués.

En tout cas, cette personnalité si complexe fait qu'on ne sait trop où rechercher l'auteur ou les auteurs de ce meurtre : un désaxé, un ancien détenu simulateur dépisté par le docteur Fully ou un gardien ou ancien gardien mécontent des interventions du docteur Fully lors de la commission Schmelk ?

EDITORIAL

LIP DONNE L'EXEMPLE :

Expropriations les patrons !

EN décidant de continuer la production et la vente des montres à leur propre compte, les travailleurs de chez Lip, à Besançon, ont refusé de s'incliner devant la décision des patrons de les jeter à la rue, sous prétexte que la production n'était plus rentable selon les critères capitalistes.

Aussitôt, les actionnaires de Lip crient au vol. Les bourgeois menacent de faire donner flics et juges contre ces empêcheurs de licencier en paix que sont les travailleurs bisontins. Ils menacent en même temps d'inculper de recel ceux qui achèteraient des montres vendues par ceux qui les produisent. Mais l'accueil qu'a fait la population laborieuse à l'initiative des ouvriers de Lip, la sympathie qu'elle suscite dans les usines, a montré que les travailleurs ne se sont pas laissés impressionner par les criaileries des possédants et de leurs partisans.

Car la décision de ceux de chez Lip est légitime à plus d'un titre. Parce qu'il est normal qu'ils récupèrent les salaires que la direction, qui vient de déposer son bilan, refuse de leur payer, en vendant le fruit de leur travail. Parce que, surtout, les montres qu'ils mettent en vente leur appartiennent comme leur appartient l'usine dans laquelle ils travaillent et qui fut construite avec les profits réalisés sur leur dos. S'il y a un voleur dans cette affaire, ce n'est pas celui que dénoncent les plumitifs au service du capitalisme et les juges qui voudraient sanctionner les travailleurs. Le voleur, c'est le patron qui a amassé sa fortune, qui a construit son usine, acheté ses machines avec le fruit du travail de ses ouvriers.

En récupérant le fruit de leur travail et en le commercialisant pour leur propre compte, les travailleurs de chez Lip ne font que récupérer — en bien faible partie d'ailleurs — leur dû.

Cela, les travailleurs du pays le comprennent. C'est ce qui explique la sympathie qui, aussitôt, dans les usines, a entouré l'initiative des ouvriers bisontins.

C'est ce qui justifie le courant de solidarité qui s'est développé, aussi bien de la part des organisations syndicales que parmi les travailleurs du rang. C'est aussi ce qui explique la crainte et la hargne des possédants.

Certes, personne ne conteste les limites de l'expérience qui se développe à Besançon. Parce qu'elle ne concerne qu'une entreprise, qui de plus est en faillite, elle ne peut qu'être éphémère. Ceux de chez Lip en sont les premiers conscients. Mais chacun sent que l'expérience dépasse les circonstances locales.

En contestant dans la pratique les décisions patronales, en mettant en cause la propriété capitaliste, les ouvriers de Besançon font la démonstration non seulement de l'illégitimité du patronat, mais en même temps de son inutilité. Ils font la démonstration que ce sont les travailleurs qui produisent les richesses et que, pour ce faire, ils n'ont pas besoin de patrons. Et ce qui vaut pour une usine, pour un capitaliste, vaut pour l'ensemble de l'économie. Aussi bien pour les usines dont les affaires vont mal, mais surtout pour celles qui marchent bien. Car, comme à Lip, les travailleurs produisent l'ensemble des richesses de la société. Et, pour ce faire, ils n'ont nul besoin de patrons, ni d'actionnaires qui vivent sur leur dos. De même qu'ils n'ont nul besoin de l'Etat des patrons qui entretient sur le dos de la population laborieuse une flopée de parasites, flics et militaires, dont la fonction est de maintenir l'état de choses actuel.

C'est la leçon que, par delà les limites du combat défensif qui se mène à Besançon, les travailleurs de Lip donnent à l'ensemble des travailleurs du pays. Et c'est la crainte que cette leçon soit entendue qui fait trépigner tout ce que ce pays compte de parasites et de possédants. Et leur crainte est justifiée. Le jour où les travailleurs prendront entre leurs mains les usines, l'Etat, en même temps que leur propre sort, l'humanité sera débarrassée de la pauvreté, des guerres et des exploités.

L'ordre bourgeois de l'ordre nouveau

ORDRE Nouveau, organisation ouvertement raciste et qui s'en vante, dont l'idéologie est indiscutablement fasciste, organisait jeudi dernier à la Mutualité un meeting sur le thème : « Halte à l'immigration sauvage ». A l'appel de neuf organisations gauchistes dont la Ligue Communiste, la Cause du peuple, quelques milliers de contre-manifestants d'extrême-gauche ont tenté de s'opposer à la tenue de ce meeting et se sont heurtés très violemment aux policiers. Le meeting d'Ordre Nouveau a pu malgré tout se tenir, même devant une assemblée très clairsemée, car il a bénéficié de l'appui, de la protection des milliers de flics que Marcellin avait mobilisés à cette occasion. Il n'y a là rien d'étonnant. Il est bien évident que la démocratie bourgeoise, même républicaine, a toujours manifesté beaucoup plus de tolérance, de mansuétude vis-à-vis des réactionnaires et des factieux, même lorsque ceux-ci risquaient de la déborder, que vis-à-vis de l'extrême-gauche ou même de la gauche. Et l'attitude de Marcellin et du gouvernement auquel il appartient est un exemple de plus illustrant la puérité de ceux qui attendent de la démocratie bourgeoise qu'elle prenne la défense des libertés démocratiques, ou qui essaient de la contraindre à le faire par un chantage au désordre. Le chantage au désordre n'a nullement impressionné Marcellin qui n'a pas hésité à mobiliser des milliers de flics pour « occuper » les contre-manifestants

gauchistes tandis qu'Ordre Nouveau tenait son meeting.

Mais si les organisations ouvrières ne doivent pas attendre d'un gouvernement, même démocratique, qu'il engage résolument la lutte contre les mouvements fascistes, il n'empêche qu'elles ne doivent pas permettre que des organisations ouvertement fascistes comme Ordre Nouveau puissent développer leur idéologie et leur propagande raciste et répugnante. Par une propagande sans relâche auprès des travailleurs dans les usines ou les quartiers, les organisations ouvrières devraient et pourraient empêcher tous les tenants du racisme de se manifester. Par exemple, elles pourraient contraindre le cafetier qui refuse de servir des Noirs à fermer son établissement s'il refuse de changer d'attitude ; elles pourraient obliger l'employeur raciste à traiter les travailleurs émigrés avec les mêmes égards que les travailleurs français ; elles pourraient interdire à certains contremaîtres de tenir des propos racistes. Mais pour cela, il faudrait que les plus grandes d'entre elles ne soient pas elles-mêmes gangrenées par le racisme et ne reflètent pas les préjugés d'un certain nombre de travailleurs.

Dans les affrontements violents entre gauchistes et policiers de jeudi dernier, notre sympathie va aux militants qui se sont battus pour empêcher que le mouvement fasciste Ordre Nouveau ne tienne

son meeting. Mais leur exprimer notre sympathie ne signifie pas que nous pensons qu'ils ont eu raison. Nous pensons au contraire que, dans l'état actuel des forces, les révolutionnaires ne peuvent se substituer à la classe ouvrière et mener les combats que celle-ci ne mène pas. A vouloir s'opposer à eux seuls, sans l'appui des travailleurs, à la tenue du meeting d'Ordre Nouveau, nos camarades de la Ligue Communiste et des autres organisations qui ont appelé à contre-manifester auront seulement contribué à faire à Ordre Nouveau beaucoup plus de publicité que n'en aurait fait la tenue normale de son meeting, se rassemblant que quelques centaines de participants.

La propagande contre le racisme d'Ordre Nouveau, c'est au sein de la classe ouvrière et de ses organisations qu'il faut la faire. Et il est à craindre que les combats violents de jeudi dernier, que presse et radio exploitent à fond et attribuent aux gauchistes, ne servent pas cette politique de propagande anti-raciste auprès de la population mais isolent un peu plus les révolutionnaires d'une population qui ne comprend pas qu'on puisse interdire à certains, fascistes ou non, de s'exprimer. Car il ne s'agit pas de se préoccuper des réactions et des envies du milieu étudiant et petit-bourgeois, mais de celles de l'ensemble de la population.

Sylvie FREJUS.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société...

Page 6

- La situation dans les orphelinats de Meudon et d'Auteuil.
- Transports en commun :
 - une situation qui s'aggrave ;
 - l'incapacité chronique du gouvernement.

Page 15

- Un livre blanc sur l'hôpital d'Elbeuf.

Page 20

- Le logement des travailleurs :
 - premier succès au foyer africain, rue de la République (Montreuil) ;
 - 15^e arrondissement : les expulsions recommencent.

● Les travailleurs en lutte

Page 4

- L'occupation des usines SEV de Blois et les répercussions à Issy.
- Inno-Montparnasse : les patrons rénovent... sur le dos des employés.
- Thomson-CSF : la direction nous punit pour avoir eu raison.

Page 5

- La grève dans les hôpitaux lyonnais :
 - hospices civils de Lyon : l'administration et le ministère restent muets ; nous continuons ;
 - au Vinatier, la grève s'installe.
- Westinghouse (Sevran) : la direction cède sur le treizième mois.

Page 13

- Communiqué à propos de Melun-Sénart.

Page 14

- Carbone-Lorraine (Gennevilliers) : près de sept semaines de grève à la Graphitisation.
- Bourgogne-Electronique (Dijon) : fin de la grève.
- Fin de la grève à Caterpillar.

Page 20

- Fos-sur-Mer : les travailleurs disent non au mépris.

● Dans les entreprises

Page 12

- Fosse Déchy : un mineur tué au fond, pas de réactions des organisations syndicales.
- Scandale dans le pays de Montbéliard : ceux qui construisent des logements n'ont pas de lit pour dormir.

Page 13

- Après les élections de délégués à Renault-Flins : pour le retour au scrutin d'atelier.
- Carbone-Lorraine (Gennevilliers) : recul de la CGT qui avait exclu un militant de Lutte Ouvrière.

Page 15

- Peugeot (Sochaux) : dommage que le ridicule n'étouffe pas les patrons !
- Centre hospitalier de la région grenobloise (La Tronche) : la colère monte.

Page 16

- Echos des entreprises.

DANS LE MONDE

USA :

Page 9

- Il y a 20 ans, les Rosenberg étaient assassinés.

Page 10

- Rencontre Brejnev-Nixon : du champagne, des flons-flons, de la poudre aux yeux.
- Le machin de La Haye.

Page 11

- Pompidou-Brandt : l'Europe dans les basses eaux.
- Argentine : Péron au secours du péronisme.

DIVERS

Page 19

- Livres : **Les prolés**, de Louis Oury.
- Cinéma : **Les granges brûlées**, de Jean Chapot.
- **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir...**, de Woody Allen.

Responsable de la publication :

Michel RODINSON

Composition :

L.I.T.O.

Département Presse Offset

4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset

Aubervilliers

Adressez toute correspondance à

LUTTE OUVRIERE

B.P. 152-06

75 263

PARIS CEDEX 06

L'OCCUPATION DES USINES SEV DE BLOIS ET LES RÉPERCUSSIONS A ISSY

A Blois, les usines SEV étaient toujours occupées vendredi 22 juin (voir L.O. n° 251). La dernière proposition de la direction : une prime représentant 90 % du treizième mois a été repoussée. Après dix jours de grève totale, la direction avait obtenu que les ouvriers cessent l'occupation samedi et dimanche « pour négocié ». Elle avait aussi obtenu que le vote sur la reprise se fasse à bulletins secrets ! Elle était si sûre de son fait que, lundi matin, à Marchal, six gros camions étaient déjà prêts à pénétrer dans l'usine. Elle a dû déchanter car, sitôt les résultats du vote connus, les piquets se remettaient immédiatement en place, les usines étaient à nouveau occupées. Les camions ont dû faire demi-tour...

Les ouvriers ne veulent pas d'une prime qui peut être amputée à tout moment et qui sert aux patrons à pénaliser ceux qui s'absentent ou sont malades. Ils entendent aussi être payés pour les heures de grève, mais, sur ce dernier point, les délégués CGT qui dirigent la grève ne semblent pas disposés à encourager leurs camarades à se battre énergiquement.

Pour le moment le moral des grévistes est au beau fixe.

L'occupation des usines de Blois a soulevé un intérêt certain à Issy-les-Moulineaux. A l'appel de la CGT, près de cinq cents personnes se retrouvaient dans la cour à deux reprises — vendredi 15 et lundi 18. Depuis 1968, c'est la première fois que tant de monde se mobilise en même temps à la SEV d'Issy. C'est que le refus de

la direction d'accorder le treizième mois n'est qu'une goutte d'eau dans un vase déjà plein. Les salaires sont misérables et prennent de plus en plus de retard sur le coût de la vie.

Mais, lundi matin, le dirigeant CGT (aussi membre du PCF) seul à prendre la parole prit prétexte de la proposition patronale d'augmenter la prime à 90 % du treizième mois pour conclure au succès de la lutte des camarades de Blois, et, sans connaître le résultat de leur vote, il appela chacun à retourner à son travail. A ceux qui restaient et protestaient, il proposa le soutien aux grévistes sous forme de collecte.

Le lendemain, mardi, à partir de 10 heures, une affiche syndicale annonçait que Blois continuait la lutte.

En refusant d'encourager la grève, la CGT d'Issy-les-Moulineaux porte un mauvais coup aux camarades de Blois. Car, si la direction peut compter sur la neutralité des usines de Paris, elle se retrouve beaucoup plus forte face aux grévistes de Blois isolés.

Vendredi matin, une dizaine de grévistes de Blois, dont plusieurs délégués, sont venus aux portes de l'usine d'Issy s'adresser aux ouvriers.

Leur attitude et leur dynamisme témoignaient de la combativité de leurs camarades.

Le chef du personnel, qui s'était aventuré à faire une réflexion, s'est fait vertement rappeler à l'ordre et a vite disparu dans son bureau.



(Ph. L.O.)

Quant aux délégués, plusieurs ne se sont même pas arrêtés pour discuter et d'autres ne semblaient pas à l'aise de s'entendre dire :

« Que faites-vous donc à Paris ?

« Quand vous déciderez-vous à vous battre ? »

On comprend qu'ils ne soient pas très fiers.

Correspondant L.O.

INNO-Montparnasse

Les patrons rénovent... sur le dos des employés

DEVANT la rénovation du quartier Montparnasse et l'installation d'un grand centre commercial dans la tour, les patrons de Inno n'ont pas voulu être en reste. Ils ont décidé de réorganiser le magasin en libre-service.

Mais l'on sait ce que « réorganisation » veut dire pour ces messieurs : exploitation accrue du personnel. C'est ainsi que, pendant toute la durée des travaux, le magasin est resté ouvert, les employés continuant de travailler au bruit des marteaux-piqueurs. Et, quinze jours avant l'inauguration, les caissières apprenaient que le magasin fermerait désormais à 20 h 30 le soir (au lieu de 19 heures) et qu'il y aurait une nocturne supplémentaire par semaine. Pour celles qui ont des enfants, il est impossible de continuer à travailler dans ces conditions. Déjà, auparavant, les conditions de travail n'étaient guère brillantes : pas de pause le matin, pas de tabouret pour les vendeuses, paye inférieure à celle des employés de Inno-Passy et Nation (960 F pour les vendeuses, 1.200 F de salaire de base pour les caissières). A cela s'ajoutent les brimades des chefs, chronométrant le temps que les vendeuses mettent pour aller aux W-C et faisant des réflexions sur la longueur de leur blouse.

Le 6 juin, jour de l'inauguration de Inno nouvelle formule, les employés se mettent en grève :

- pas de changement d'horaire ;
- 150 F pour tous (au lieu d'une prime de 104 F que la direction proposait pour les seules caissières) ;
- suppression du badge portant notre nom

Pendant trois jours, la grève est suivie par la majorité du personnel et bien accueillie par les clients qui participent largement à la collecte. La solidarité s'organise : les bouchers de Inno débrayent avec les vendeuses et les caissières, ainsi que le personnel de Passy et de Nation qui fait une heure de grève le samedi 9. Les cadres que la direction a appelés pour faire le travail font pitié à voir, peu habitués à travailler à ce rythme.

Mais la direction compte sur la coupure de la Pentecôte pour la retomberie du mouvement. Les syndicats aussi d'ailleurs, effrayés par la perspective d'une grève dure. C'est ainsi que, le mardi matin, contrairement à ce qui s'était passé jusque-là, les délégués m'ontent négocier seuls avec la direction. Les vendeuses ne les ont même pas vus partir. A leur retour, ils convoquent tous les grévistes à une assemblée générale qui doit avoir lieu... dans le cimetière Montparnasse (de manière toute symbolique...). A cette assemblée générale, les délégués s'emploient à peser les miettes lâchées par la direction (alors qu'elles n'apportent rien de nouveau) et à reprendre le chantage du patron :

« sans reprise du travail, aucun protocole d'accord ne sera signé ». Les vendeuses et les caissières se sentent isolées : une partie a repris le travail dès le matin, voyant que rien n'était organisé pour déconseiller aux clients d'entrer dans le magasin et que, dans ces conditions, leur grève

était inefficace. Toutes les autres vont reprendre le travail mardi midi. Quelques-unes découragées, parlent de donner leur compte. Mais, pour certaines c'est une leçon qui n'est pas près d'être oubliée...

Correspondant L.O.

Thomson-CSF

La direction nous punit pour avoir eu raison

POUR favoriser l'étalement des vacances, le gouvernement, en 1969, a voté une loi accordant un jour de congé supplémentaire pour fractionnement de trois, quatre ou cinq jours, et deux jours supplémentaires pour six jours ou plus.

Jusqu'à présent, la Thomson-CSF acceptait les fractionnements dans la mesure où cela l'arrangeait dans le fractionnement de ses services, mais refusait le paiement des deux jours supplémentaires.

Pour les congés 1973-1974, elle est même allée jusqu'à faire signer des questionnaires où ceux qui voulaient leurs congés devaient s'engager à abandonner leur droit au paiement des

deux jours supplémentaires.

Face à cette situation, les syndicats ont entamé une action judiciaire, d'abord à Bagneux, puis dans d'autres centres et, après trois procès, la direction a été contrainte de respecter la loi.

A Levallois, la direction, en guise de représailles, a décidé d'imposer maintenant aux travailleurs de prendre leurs deux jours de congé pour ancienneté une fois le congé légal épuisé, et non au libre choix comme auparavant.

Voilà bien le visage de la direction qui reprend d'une main ce qu'elle a été contrainte à céder de l'autre.

Correspondant L.O.

**LA GRÈVE
DANS LES
HOPITAUX
LYONNAIS**

Hospices civils de Lyon

**L'ADMINISTRATION ET LE MINISTÈRE
RESTENT MUETS : NOUS CONTINUONS**

LES hospitaliers en sont maintenant à leur quatrième semaine de grève, et toujours sans le moindre début de solution, aussi bien du côté de l'administration que du côté du ministère. Ce dernier a même refusé de recevoir les représentants syndicaux vendredi 15 juin.

Ce n'est pourtant pas faute de combativité puisque les grévistes sont toujours aussi nombreux et actifs : tous les matins, tout le monde se rend dans un même hôpital, différent chaque jour, puis manifeste au siège de l'administration, protégé par un cordon de flics, de peur que les grévistes occupent le siège comme ils l'avaient fait l'année dernière !

Cependant, nous pouvons espérer compter sur un soutien plus actif des médecins, puisqu'au bout de quatre semaines de grève ils viennent de « découvrir » nos revendications ! Ils ont reconnu que 0,40 F par heure de prime de nuit et deux heures de salaire supplémentaire par dimanche travaillé, c'est bien maigre, et ils ont proposé de jouer les médiateurs entre nous et l'administration : un médecin doit se rendre au ministère avec le directeur des HCL, vendredi 22.

Signalons que Pradel, président du Conseil d'administration des HCL, semble se soucier beaucoup plus du football que des hospitaliers puisqu'il a fait accorder par le Conseil municipal une subvention de 100 millions

anciens à l'O.L., à la suite de sa dernière victoire.

La semaine prochaine, il est question d'une manifestation interprofessionnelle de soutien aux hospitaliers mais, même si elle a lieu, elle risque bien d'arriver un peu tard car certains responsables CGT commencent à parler d'envisager « d'autres formes d'action » : faire grève un jour sur deux, débrayages uniquement pour aller manifester, par exemple ! Ces propositions se sont heurtées à un refus des grévistes.

C'est vrai que, du côté de l'administration, nous n'avons plus grand-chose à espérer car le refus vient d'abord du ministère. C'est donc là que nous devons maintenant nous

adresser, d'autant plus que nous savons que dans d'autres villes aussi ont lieu des débrayages dans les hôpitaux : Valence, Clermont-Ferrand, Marseille, Dijon, Saint-Brieuc, Bordeaux, Paris... Les syndicats pourraient, s'ils le voulaient, unifier la lutte en prenant contact avec ces autres hôpitaux, mais ils se gardent bien de le faire.

Au bout de cette quatrième semaine, la CGT semble donc vouloir préparer la reprise du travail mais, comme la majorité des hospitaliers ne veut pas reprendre sans rien, nous n'avons pas encore dit notre dernier mot.

Correspondant L.O.

Au Vinatier

La grève s'installe

A l'hôpital psychiatrique du Vinatier, la grève a commencé il y a une semaine, à l'occasion de la journée nationale d'action. Notre gros problème est aussi le manque de personnel : la direction reconnaît elle-même qu'il manque trois cent trente soignants. Nous demandons aussi des crèches, une prime de transport, et nous protestons contre le projet de privatisation de services entiers. Quant aux salaires, s'ils sont un peu moins misérables qu'aux HCL, ils sont bien bas aussi et nous demandons leur revalorisation.

Nous occupons l'hôpital toute la journée, assurant la sécurité minimum, mais des grévistes assurent un piquet jour et nuit pour aider en cas de problèmes avec les malades. Dans la journée, nous nous réunissons en commissions de travail et nous nous retrouvons tous

les jours à l'assemblée générale. Il y a un Comité de grève, mais il ne comprend que trois non-syndiqués, et cela revient en fait à une réunion des responsables CGT et CFDT qui ne se réunissent même pas régulièrement.

Nous avons commencé une information à la population et une campagne de signatures en nous rendant sur les marchés de Bron, devant les Nottvelles Galeries, et nous sommes allés à la mairie de Bron (municipalité PS-PC) où on nous a promis un soutien actif. Cependant, bien que nous ayons participé à une manifestation avec les grévistes des Hospices Civils de Lyon, nous avons peu de contacts avec eux, ce qui est apparemment voulu par les syndicats. Pourtant, en agissant, ensemble, nos actions ne pourraient être que plus efficaces.

Correspondant L.O.



Devant l'Hôpital du Vinatier en grève.

(Ph. L.O.)

Westinghouse (Sevran)

La direction cède sur le 13^e mois

LA récente publication du bilan financier de l'entreprise (cinq millions et demi de bénéfices déclarés) fut ressentie par beaucoup d'ouvriers comme une sorte de provocation. Et un secteur de quelques dizaines de travailleurs en profita pour débrayer en demandant 40 centimes de l'heure d'augmentation et le treizième mois (il existe jusqu'à présent deux primes de 350 F environ, l'une aux vacances et l'autre à Noël, et seuls les mensuels ont le treizième mois).

Lundi 18, le débrayage s'étendait et

mardi tous les ouvriers (600 personnes) abandonnèrent le travail. Deux heures seulement, mais à près de 100 %, et dans une ambiance très chaude.

Est-ce cela qui fit réfléchir la direction ? Toujours est-il que jeudi dernier elle accordait le treizième mois sur le salaire fictif des conventions collectives (inférieur au salaire de base) à la place des deux primes. Cela représente 400 F environ d'augmentation pour un O.S. 2 et 720 F à peu près pour un P 3. Ce fut ressenti, à juste titre, comme une victoire, bien

que, répartie sur l'année, l'augmentation ne représente que 2 à 2,5 % par travailleur et 1,7 % environ de la masse salariale, ce qui est très faible.

Le vendredi 22 juin, lors d'une assemblée, pour l'équipe du matin, se produisit un incident significatif. Un travailleur, connu pour ses idées révolutionnaires, prit la parole pour faire remarquer que le treizième mois qu'on venait d'obtenir était hiérarchisé, alors que les précédentes primes ne l'étaient pas, et que, même si la fin du mouvement était décidée (l'atmosphère n'étant pas à la poursuite

de la lutte), il faudrait au moins, à l'avenir, revendiquer une somme identique pour tous, l'équivalent du treizième mois d'un P 2 ou d'un P 3 calculé sur le salaire de base.

Cette proposition fut fort bien accueillie et adoptée à main levée par au moins 80 % des cent cinquante participants.

On en est là pour le moment, et c'est en début de semaine, le lundi 25 juin, que doit se décider l'éventuelle poursuite de l'action, et sur quels objectifs.

Correspondant L.O.

La direction tente de prendre sa revanche

S I la grande presse a parlé un instant de la révolte des orphelins de Meudon à la suite du scandale des tests effectués sur des élèves par des laboratoires pharmaceutiques, le silence est bien vite retombé sur toute cette affaire, au grand soulagement de la direction.

La direction des orphelinats de Meudon et d'Auteuil tente en effet actuellement de prendre sa revanche en profitant de la période proche des vacances pour exclure tous ceux qu'elle juge indésirables.

A Meudon, deux professeurs qui avaient manifesté leur soutien aux élèves ont été renvoyés. La direction qui demande aux parents et tuteurs de garder leurs enfants chez eux si possible s'est ainsi donné les mains plus libres pour exclure les élèves qui refusent de se laisser marcher sur les pieds, ou qui, tout simplement, ont brisé des carreaux dans un geste de colère. La direction qui avait dû céder sur le renvoi du surveillant général, obtenu en assemblée générale il y a deux mois, a depuis systématiquement refusé de discuter avec les délégués des apprentis et de réintégrer les quatre exclus. Au contraire, elle a exclu une vingtaine d'apprentis et de nouvelles brutalités ont été commises contre des élèves. Devant ces méthodes, de nombreux apprentis ont réagi comme ils le pouvaient, en cassant les vitres, et il n'y a aujourd'hui plus de carreaux debout à Meudon...

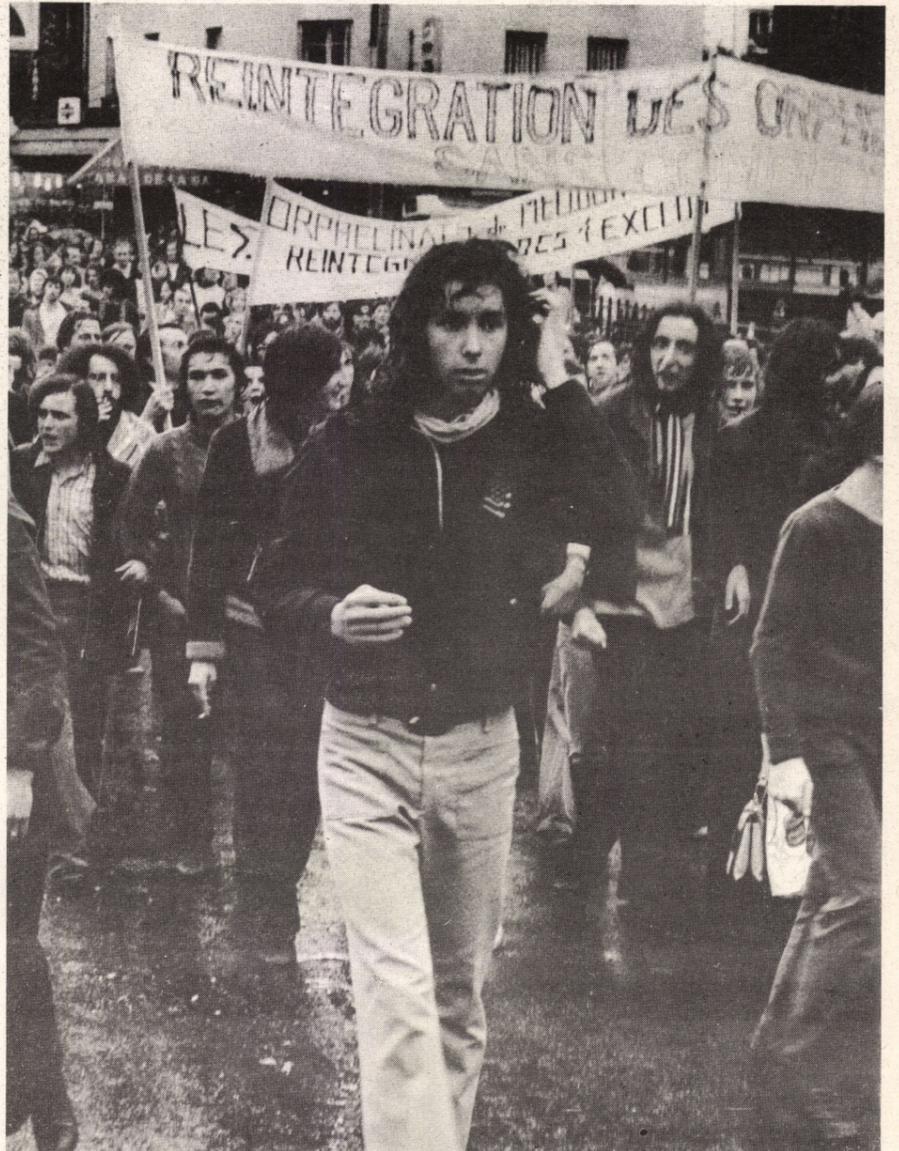
A Auteuil aussi, la direction tente de rétablir son autorité et plusieurs dizaines de renvois ouverts ou déguisés (on conseille aux parents ou tuteurs de reprendre d'eux-mêmes leurs enfants) ont été prononcés. Les « bons

pères » parlent même ouvertement de serrer la vis l'année prochaine. Legall, le directeur de toute la chaîne d'orphelinats, qui avait signé les revendications des apprentis mais avait réussi à garder le papier, ne se montre plus. La direction n'a pas osé revenir sur quelques améliorations conquises lors du mouvement (suppression de la prière obligatoire le matin, douche quotidienne, longueur de cheveux au goût de leurs propriétaires), mais elle continue d'étaler son mépris des élèves et d'approuver les individus qui se permettent de porter la main sur eux.

Quant aux parents, la direction a entrepris de les réunir peu à peu pour leur dépeindre le noir tableau de quelques agitateurs venus de l'extérieur troubler l'apprentissage idyllique de leurs enfants.

Elle joue évidemment sur le fait que le nombre de places dans les orphelinats est très réduit et que les parents ou tuteurs sont éparpillés dans différentes régions de France ; mais, sur ce terrain, un travail d'information a été entrepris par le Comité de soutien qui travaille en liaison étroite avec de nombreux apprentis.

De toute façon, même si les gardes-chiourme à face de bénitier qui dirigent ces orphelinats ont apparemment remporté la première manche, ils se tromperaient lourdement en pensant que tout est terminé. Si de nombreux apprentis ne sont pas fâchés de quitter Meudon ou Auteuil pour un autre établissement ou pour aller travailler directement, ils sont par contre bien décidés à continuer la lutte entreprise et à empêcher la direction de reprendre tranquillement le cours de ces petites affaires.



Les professeurs renvoyés écrivent aux parents

Les professeurs renvoyés de l'orphelinat de Meudon ont adressé aux parents la lettre suivante :

Meudon, le 16 juin 1973.

Monsieur, Madame,

La direction de Saint-Philippe a refusé de renouveler le contrat pour l'année prochaine de trois professeurs. Le motif invoqué, pour deux d'entre nous, est notre attitude à son égard, notre soutien aux élèves.

Pour nous, en effet, les revendications des élèves étaient pleinement justifiées :

Il est honteux que des « éducateurs » aient recours aux insultes, aux coups et à des punitions injustes ; il est également honteux que l'enseignement dans cet établissement, comme d'ailleurs dans tous les CET, soit aussi mal organisé (des niveaux de connaissances très différents dans une même classe, des horaires trop chargés et mal par-tagés, pas de matériel, etc.).

Face aux revendications des élèves,

la direction a envenimé les choses en se montrant hypocrite et intransigeante. Et, si elle dénonce le matériel cassé, elle s'est bien gardée, par exemple, de protester quand les CRS, lors d'une manifestation à Meudon, frappaient les élèves dont elle a la charge.

Pour nous, les élèves ne sont pas des vandales, des « cas », ce sont des jeunes qui apprennent à se faire respecter, qui luttent pour leur dignité.

Comme vous le voyez, le décalage est grand entre ce que dit la direction et ce qui se passe réellement à Saint-Philippe. Si nous avons été mis à la porte, c'est parce que nous nous sommes élevés contre la vie abrutissante de vos enfants dans cet établissement, qui les empêche d'apprendre un métier dans de bonnes conditions.

De votre côté, vous vous posez sans doute beaucoup de questions sur l'enseignement que reçoit votre enfant. Nous vous proposons d'en discuter en mangeant tous ensemble, samedi 23 à midi.

EXTRAITS DU RÈGLEMENT DE L'INTERNAT DE L'ŒUVRE DES ORPHELINS-APPRENTIS D'AUTEUIL

« But : l'Œuvre a été créée pour venir en aide à des orphelins pauvres ; elle n'a que des élèves internes. Avec une formation chrétienne sérieuse, elle assure aux pupilles pendant leur séjour : logement, nourriture, blanchissage, soins médicaux, jeux, éducation physique, etc.

Elle leur donne une éducation complète basée sur la morale chrétienne, pour faire de ces orphelins d'honnêtes ouvriers et de bons citoyens. » (Voir ci-dessous au chapitre lecture.)

« Lecture : l'apprenti qui détient un livre non autorisé et non visé par le directeur commet une infraction grave qui peut entraîner l'exclusion. »

« Récréations : les récréations sont surveillées attentivement.

La récréation qui doit reposer l'esprit par l'exercice physique est consacrée aux jeux. Les chants, les cris, les sifflements, les bousculades, les rixes et, en général, tout ce qui ressemble au désordre est interdit. Les conversations doivent être réservées. »

« Discipline générale : la discipline s'appuie sur le respect de l'autorité et le sentiment chrétien du devoir. Elle suppose la docilité, la bonne tenue, l'honnêteté morale.

La simple présence d'un élève à l'Œuvre entraîne sa complète adhésion à l'esprit et à la lettre du présent règlement. Chaque apprenti est tenu de garder, en toute circonstance, une tenue correcte. Aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, son attitude vis-à-vis du personnel doit être déférente et réservée. »

(Quant aux membres de la direction ou aux surveillants et professeurs, ils peuvent par contre employer injures et coups, la docilité attendue des élèves devant en principe contraindre ceux-ci à tendre la joue droite après la gauche. A propos de la bonne tenue, il faut d'ailleurs aussi citer ce professeur de géographie d'Auteuil qui, en entrant en classe, fait asseoir les élèves par un « couchez ! » des plus significatifs.)

UNE SITUATION QUI S'AGGRAVE

LES propositions de majoration des tarifs des transports en commun de la région parisienne faites au gouvernement par le Syndicat des Transports Parisiens (organisme semi-public au rôle purement consultatif) ont provoqué une levée de boucliers de la part des partis de gauche et des syndicats ouvriers. Il faut dire que le Syndicat des Transports Parisiens n'y allait pas de main morte. Il proposait au gouvernement un choix possible de trois augmentations pour le carnet de dix tickets, qui devait passer de 8 F à 9 F, 10 F ou 15 F. Quant à la carte hebdomadaire elle aurait vu son prix sauter de 5,60 F à 7,30 F (soit 30 % d'augmentation).

Pour l'instant, par les voix de Messmer et de Giscard d'Estaing, le gouvernement a fait savoir qu'il ne retenait pas ces suggestions et qu'il n'y aurait pas d'augmentation ni au 1^{er} juillet, ni au 1^{er} août, ni au 1^{er} septembre.

Mais la hausse n'est que reportée. Car elle est inscrite dans toute la politique gouvernementale en matière de transports. Les plans de redressement financier de la RATP prévoient d'ailleurs que le prix du carnet de dix tickets devra atteindre 12 F en 1975. Quant au préfet de la région parisienne, il est depuis longtemps partisan d'une augmentation minimale de 10 % par an du prix des transports.

Qu'elle s'explique par un choix tac-

tique (apparaître comme étant l'adversaire de la hausse des transports en commun au moment même où il a autorisé celle du téléphone, de l'essence, de certaines lignes SNCF, etc.) ou politique (crainte des réactions qu'aurait pu entraîner une telle hausse), l'attitude du gouvernement n'est que circonstancielle. D'ailleurs, le même Messmer, interrogé à Europe N° 1, s'est empressé d'ajouter que tôt ou tard il y aurait une hausse et qu'on ne pouvait laisser inchangé depuis deux ans le prix des transports.

Mais c'est justement une telle logique que nous récusons. Car depuis deux ans, la situation des usagers des transports en commun qui sont, dans leur immense majorité, des travailleurs, n'a fait que s'aggraver. Les encombrements aux heures de pointe, l'inconfort, l'allongement du temps de transport, tout a continué comme avant, pire qu'avant.

Car si le gouvernement, tout comme le Conseil de Paris ou le préfet de la région parisienne, n'a cessé de répéter que tout serait fait pour donner la priorité aux transports en commun, ce tout s'est réduit à fort peu de choses : la prolongation de trois kilomètres d'une seule ligne de métro et la mise en service du RER qui, sur sa plus grande partie, emprunte d'anciennes lignes SNCF qui n'ont même pas été modernisées pour l'occasion, ce qui freine considérablement sa vitesse. Notons d'ailleurs qu'à ce propos le

plus gros effort entrepris par le gouvernement dans la construction du RER a surtout pour but avoué de valoriser le secteur d'affaires de la Défense, le quartier de la Madeleine et de l'Opéra et le futur quartier d'affaires des Halles. Quant aux travailleurs, qui passent souvent plusieurs heures par jour dans les transports odieux pour se rendre à leur travail et en revenir, ils n'auront le droit qu'à la bonne parole.

En ce sens, non seulement une hausse ne serait pas justifiée, mais elle serait une véritable provocation vis-à-vis de l'ensemble des usagers, de l'ensemble des travailleurs.

Mais hausse ou pas, le problème des transports en commun reste posé. Celui d'abord de faire payer les transports aux entreprises capitalistes qui en sont les principales bénéficiaires puisque les réseaux SNCF et RATP leur permettent de se procurer facilement une main-d'œuvre qui habite parfois fort loin. C'est pourquoi la revendication d'une carte unique hebdomadaire pour tous les transports de la région parisienne payée par l'employeur reste une revendication qui garde toute sa valeur.

Mais, plus généralement, il faut reposer la question des transports en commun par rapport à la société tout entière. Pourquoi les travailleurs, qui donnent en moyenne à l'Etat (sous forme d'impôts indirects ou directs) près du tiers de ce qu'ils gagnent, de-

vraient-ils être obligés de payer une seconde fois les services publics que ce même Etat est censé leur assurer ? Pourquoi les impôts des travailleurs devraient-ils servir à entretenir une armée inutile, une police de plus en plus répressive, et à subventionner sous des formes diverses les entreprises capitalistes au moment même où les écoles, les hôpitaux, les routes, les transports en commun ne cessent de se dégrader ?

Services publics, les transports en commun devraient être entièrement à la charge de l'Etat. Et c'est pour leur gratuité qu'il faudra tôt ou tard lutter.

T.L.



(Ph. L.O.)

L'incapacité chronique du gouvernement

LES spécialistes du Plan tout comme les experts gouvernementaux s'accordent tous pour affirmer que l'emploi de l'automobile individuelle est de moins en moins rationnel et que l'augmentation continue du trafic créera, dans les prochaines années, des problèmes de circulation quasiment insolubles.

Mais une telle constatation, qui devrait les amener à préconiser un développement immédiat et sans précédent des transports en commun, les conduit dans une tout autre voie : celle de la pénalisation accrue des automobilistes.

Prenons un exemple parmi beaucoup d'autres. En février 1971, Jean Chamant, alors ministre des Transports, adressait une lettre au Premier ministre pour lui expliquer son « plan » en matière de transports.

Ce plan prévoyait d'abord une réduction des effectifs de la RATP de 5.500 agents en cinq ans et « une majoration sensible des tarifs en 1971 et 1972 portant en deux ans de 0,70 F à 1 F le prix du ticket... ».

Le deuxième volet du projet s'intitulait « contrôle de l'usage de l'automobile » et s'articulait ainsi :

- développement des couloirs réservés aux autobus ;
- forte augmentation des amendes pour infraction à la police de la circulation ;
- mise en place du stationnement payant généralisé à Paris ;
- interdiction du stationnement sur les artères empruntées par les autobus ;
- développement de parkings d'intérêt régional ;
- mise en place des moyens nécessaires pour faire respecter cette réglementation.

En fait, loin d'apporter une quelconque solution au problème des transports, un tel plan (que son auteur qualifiait modestement d'« ambitieux » et qui est d'ailleurs

en cours de réalisation) ne pouvait qu'aggraver une situation déjà catastrophique. Les mesures envisagées pour rentabiliser la RATP ne pouvaient que provoquer une nouvelle désaffection des usagers vis-à-vis des transports en commun (diminution du personnel et augmentation des tarifs), c'est-à-dire presque automatiquement une nouvelle augmentation du nombre d'usagers qui utiliseraient les trans-

ports individuels (ce nombre augmente déjà en moyenne de 8 % par an). Et la seule solution que trouvait alors Chamant à l'augmentation du nombre d'automobilistes était la répression accrue, sous forme d'amendes, particulièrement sensible évidemment aux catégories les plus modestes.

En fait cette politique du coup par coup en matière de transports a été celle suivie par tous les gou-

vernements depuis quarante ans. Parce que tous les gouvernements, au-delà de leurs déclarations de bonnes intentions, ont été parfaitement incapables de mettre en œuvre une politique de transports qui corresponde aux besoins de l'ensemble de la population laborieuse. Car une telle politique se heurterait nécessairement à de nombreux intérêts privés. Ceux des constructeurs d'automobiles d'abord, qui veulent voir leurs ventes augmenter quelle que soit par ailleurs l'absurdité que représente pour la société la prolifération de la circulation des voitures individuelles ; ceux des compagnies privées ensuite qui, en banlieue et en grande banlieue, supplantent de plus en plus les bus de la RATP et les lignes SNCF.

Enfin et surtout, une politique rationnelle de transports en commun nécessiterait des investissements. Or, en la matière, l'Etat a choisi de réduire systématiquement les investissements publics au profit des investissements privés. C'est vrai dans le domaine des autoroutes (où le péage va de pair avec la privatisation), ce sera bientôt vrai pour le futur périphérique ou les entrées aux portes de Paris qui seront payants et gérés par des compagnies privées.

Mais, dans la mesure où aucune compagnie privée ne voit une rentabilité immédiate au développement des transports en commun de la région parisienne, l'Etat laisse ceux-ci à l'abandon. Et tous les plans du genre Chamant, s'ils ne résolvent rien, ont au moins l'avantage de ne rien coûter.

En fait, tant que les transports en commun de la capitale parviendront bon an mal an à véhiculer la main-d'œuvre pour les entreprises, même si ce transport se fait dans des conditions de plus en plus éprouvantes et inhumaines, le gouvernement ne lèvera pas le petit doigt. A moins que les travailleurs ne l'y contraignent.



Dans les bus...



...comme dans le métro.

**IL Y A
20 ANS**

LES ROSENBERG

ÉTAIENT ASSASSINÉS

C'est en juin 1953, deux ans après leur condamnation, que Julius et Ethel Rosenberg passaient sur la chaise électrique.

La condamnation à l'exécution de ces deux innocents ne relève pas de la simple erreur judiciaire ; d'un bout à l'autre, l'affaire fut politique. C'est sur l'autel de la guerre froide, plus précisément de la guerre de Corée, c'est dans le cadre d'une gigantesque campagne psychologique destinée à préparer le citoyen américain à la guerre possible contre l'URSS, que les époux Rosenberg furent sacrifiés froidement, délibérément.

La chasse aux sorcières aux Etats-Unis

La tension internationale, née de la guerre froide, allait servir de toile de fond à la politique intérieure des Etats-Unis dont le gouvernement répercuta sur le plan national un anti-communisme virulent, exacerbé, et déclencha une véritable « chasse aux sorcières » d'une ampleur jamais connue. Dès juin 1947, le vote de la loi Taft-Hartley s'attaquait directement aux syndicats, restreignant le droit de grève et leur retirant le monopole de l'embauche. Cette loi, destinée à faciliter la reconversion du capitalisme américain à l'issue de la guerre en lui assurant la paix sociale et en affaiblissant les puissants syndicats, prit rapidement un caractère anti-communiste et servit à l'élimination des syndicats, des militants et sympathisants du PC.

En 1947, également, fut institué tout un mécanisme permettant de s'assurer du loyalisme des fonctionnaires. En particulier, tout le personnel américain de l'ONU, récemment créé, « à l'exception des employés occupant des postes vraiment subalternes », allait être soumis à une enquête approfondie du FBI. Une Chambre de mise en accusation, un grand jury étaient constitués tandis que, sous la pression du Congrès, les enquêtes se multipliaient et que la Chambre des représentants créait un Comité des « activités non américaines ».

Le premier procès retentissant qui devait marquer cette période fut celui d'un haut-fonctionnaire, Alger Hiss, président de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, et qui, de surcroît, était l'un de ceux qui avaient accompagné Roosevelt à Yalta. Comme quoi, la vague qui s'amorçait n'entendait épargner personne. Hiss était accusé d'avoir sympathisé avec le PC et même de lui avoir fourni des renseignements. Le début de la procédure engagée contre lui fut l'occasion d'une campagne de presse visant à démontrer que tout le New Deal de Roosevelt avait été infesté de communisme et qu'aujourd'hui encore toute l'administration de Truman, héritée de la période rooseveltienne, était elle aussi gangrénée par les éléments communistes. Dans l'hystérie anti-communiste qui était en train de se développer et allait parfois prendre des allures de véritable pogrom, le plus acharné des « pourfendeurs de bolchéviques » fut le sénateur de l'Etat du Wisconsin, Joseph McCarthy, qui devait, d'ailleurs, laisser son nom à cette période, aidé dans sa tâche par un jeune politicien nommé Richard Nixon. C'est lui qui entreprend de dresser une liste de deux cent cinquante fonctionnaires du Département d'Etat plus ou moins affiliés au PC, sympathisants ou liés seulement à des sympathisants du PC, tous participant, selon lui, à l'orientation de la politique étrangère des USA en fonction des visées soviétiques. Sans la moindre preuve, les accusations vont alors pleuvoir, les inculpations et les condamnations aussi. Quiconque affichait des idées un tant soit peu libérales, fréquentait des milieux de gauche, devenait suspect, était dénoncé par ses collègues, perdait sa place quand il ne se retrouvait pas en prison pour « activités subversives ». Cette vague d'anti-communisme n'épargna aucun milieu et déborda vite l'étroit cercle des fonctionnaires d'Etat : professeurs, écrivains, artistes, acteurs de cinéma comme travailleurs et syndicalistes, personne n'était à l'abri de cette véritable inquisition à laquelle assistait indifférente — quand elle n'y participait pas — une large fraction de la population américaine, galvanisée par la violente propagande anti-communiste de la presse comme du gouvernement et de l'Eglise, qui, par la bouche du cardinal Spellman, affirmait publiquement son soutien au sénateur McCarthy. En 1950, au moment où allait s'engager la guerre de Corée, le Congrès américain votait une loi qui instituait l'« enregistrement » de tous les membres d'organisations classées comme subversives et excluait les « citoyens déloyaux » de tout emploi dans les usines qui travaillaient pour la Défense nationale. Et l'entrée des troupes américaines en Corée, contre les armées du Nord, le 25 juin 1950, renforcera encore la répression anti-communiste aux USA mêmes.

L'affaire Rosenberg

Dans ce contexte sont arrêtés au cours de l'été 1950, les époux Rosenberg. Commence alors un véritable roman policier, grotesque et monstrueux, qui devait conduire à la chaise électrique ce couple d'Américains



Ethel et Julius Rosenberg.

(Ph. U.P.I.)

moyens inculpés d'espionnage au profit de l'Union Soviétique, sans la moindre preuve. C'est en effet le 17 juillet et le 12 août que sont successivement arrêtés Julius et Ethel Rosenberg, accusés de « complot en vue de commettre le crime d'espionnage ». L'énoncé même de l'inculpation est vague et le restera toujours, faute de preuves véritables, puisque l'une des plus solides qui fut apportée contre eux résida dans la découverte à leur domicile d'un tronc de quête pour la campagne en faveur des réfugiés espagnols, autorisée d'ailleurs par la ville de New York.

Mais le problème des preuves à fournir restait secondaire : dans la vague de chauvinisme, à une époque où la guerre de Corée et la tension internationale allaient faire monter l'anti-communisme des Américains à son paroxysme, ce couple allait concentrer sur lui la rage nationaliste, anti-sémite et anti-communiste de larges couches de la population américaine. Le 5 avril 1951, ils étaient condamnés à mort et transférés à la prison de Sing-Sing où ils devaient rester plus de deux ans dans le quartier des condamnés à mort.

Leur condamnation coïncidait avec l'explosion de la première bombe atomique soviétique, événement qui permettra, de la part des dirigeants américains, un véritable déchaînement contre les communistes, tous qualifiés « d'espions atomiques ». L'hystérie ne connaît alors plus de bornes. Les déclarations officielles comme celles des journalistes de la grande presse s'acharnent à dresser un tableau cataclysmique de la situation, répandant l'idée que « les espions atomiques », dont font partie les Rosenberg, sont responsables de l'exploitation par l'Union Soviétique de la bombe atomique et de la menace qui en résulte pour la « civilisation ». Tout un courant d'opinion réclame la peine de mort pour les communistes et les camps de concentration pour les suspects. L'immigration, suspecte de colporter des idées subversives, est brutalement freinée. Partout à travers le pays fleurissent les panneaux indiquant les « abris » anti-atomiques tandis que docteurs, infirmières, militaires sont mobilisés pour faire face au désastre proche, à l'imminente attaque atomique de la part de l'URSS.

Les Comités Rosenberg

Malgré les difficultés de s'opposer au courant d'opinion général qui balaye tout sur son passage, dans une psychose de guerre mondiale, les premiers « Comités Rosenberg » se constituent en septembre 1951 et, à la fin de l'année, le « Comité national pour obtenir justice dans l'affaire Rosenberg » s'organise, distribuant des brochures et s'efforçant de multiplier les réunions pour réclamer un nouveau procès. L'action est cependant loin d'être aisée : les gens ont peur de se compromettre en prenant ouvertement parti pour les Rosenberg, il est difficile de trouver des salles de réunions, les journalistes favorables au couple emprisonné craignent pour leur place s'ils se prononcent publiquement. Il en est de même pour les fonctionnaires, les professeurs, les docteurs et les commerçants qui ont peur de voir fuir leur clientèle. Le ton général est donné par des articles de la même veine que ce « poème » :

**« Il faut que les Rosenberg grillent et meurent,
S'ils esquivent la mort,
Le drapeau étoilé
Ne flottera peut-être plus ! ».**

Bref, on a l'impression d'exorciser le diable commu-

niste en faisant s'asseoir sur la chaise électrique Julius et Ethel Rosenberg.

La protestation devient internationale...

Malgré cela, l'année 1952 sera marquée par la formation de nombreux Comités Rosenberg sur tout le territoire des Etats-Unis. De plus, la vague d'indignation et de protestation débordant les frontières américaines et donne lieu à de nombreuses et importantes manifestations dans plusieurs pays : au Canada, en France, en Angleterre, en Italie, en Hongrie et jusqu'aux Indes, un courant mondial s'affirme, réclame la grâce des Rosenberg, courant renforcé par la prise de position des savants Einstein et Urey qui, au sein même des Etats-Unis, élèvent leurs voix, quoique timidement, pour la révision du procès des Rosenberg. L'affaire prit une telle ampleur que les milieux officiels du gouvernement américain ressentirent le besoin de s'expliquer et préparèrent un « livre blanc » à destination de l'Europe.

Ni les manifestations importantes dans de multiples pays, ni les motions, appels, prises de position, etc., ni les trois mille prêtres de confessions diverses et les cortèges défilant jour et nuit devant la Maison-Blanche ne firent cependant revenir le gouvernement américain sur sa décision. Face aux proclamations d'innocence du couple Rosenberg, le gouvernement laissait entendre seulement que, en avouant leur culpabilité, ils auraient alors, en repentir, la vie sauve. Mais, dans l'engrenage du procès et de leur politique, les dirigeants américains ne pouvaient reculer sans se désavouer publiquement. L'affaire traînait cependant en longueur, il fallait y mettre fin. La tâche en reviendra à Eisenhower, successeur de Truman à la présidence depuis le 20 janvier 1953, qui refusera définitivement toute révision du procès et toute clémence et décidera pour le 20 juin de la même année l'exécution des deux époux.

...l'hypocrisie aussi !

De manière ambiguë bien souvent, de nouvelles protestations s'élevèrent : le pape demande leur grâce, au nom de la charité, même s'ils sont coupables, dit-il ; le rabbin de New York la demande aussi parce que, dit-il, « bien que les Rosenberg ne soient juifs que par le simple accident de la naissance, j'estime que pour les générations à venir mon peuple sera souillé par ces deux Juifs ». La grande presse parisienne, **Franc-Tireur**, **Le Figaro**, prêche aussi la clémence « pour ne pas en faire des martyrs », tandis que **Le Monde** s'étonne et écrit : « La dureté d'Ike, d'un homme que nous savons bon, nous inquiète et nous peine ». Raymond Cartier par contre, dans **Paris-Match**, défend la position officielle des Etats-Unis. Il écrit : « Ethel entonna une ariette de « Madame Butterfly » et d'une cellule voisine, Julius joignit sa voix à celle de sa femme. Ils chantèrent ensuite pendant plusieurs heures des chants populaires et des chants révolutionnaires — ce qui est bien bravade de martyrs défilant la mort, mais non pas l'attitude d'innocents frappés par une injuste condamnation » !

Sept jours avant la signature de l'armistice en Corée, qui marquait l'amorce de la détente USA-URSS et la fin de la guerre froide, le 20 juin 1953, Julius et Ethel Rosenberg étaient électrocutés.

Il s'agissait bel et bien d'un assassinat délibéré, d'un acte jugeant à lui seul toute une société.

Lucienne PLAIN.

RENCONTRE BREJNEV - NIXON

Du champagne, des flons-flons et de la poudre aux yeux

LE voyage de Brejnev aux Etats-Unis, le nombre des traités signés, l'ambiance apparente des discussions ont suscité bien des envolées journalistiques sur la dimension historique de la rencontre, marquant pour certains le début d'un monde nouveau.

Assurément, le secrétaire général du PC soviétique prenant un bain de foule à l'américaine, pérorant devant la télévision, s'expliquant devant les sénateurs ou encore s'exhibant avec un blouson portant l'écusson d'une université américaine, tout cela constitue un spectacle peu habituel. Mais dans les relations entre grandes puissances, et surtout entre ces deux-là, le spectacle suit, et parfois de loin, la véritable représentation. Le spectacle est pour le bon peuple, après que l'essentiel ait déjà été traité.

Le tournant, auquel la visite et les flons-flons viennent simplement de donner une consécration publique et spectaculaire a été pris depuis longtemps déjà.

LE MACHIN DE LA HAYE

LA Cour internationale de justice de La Haye vient de rendre un premier arrêt dans l'affaire qui oppose le gouvernement français au gouvernement australien, à propos des essais nucléaires que la France veut effectuer dans le Pacifique, sur l'atoll de Mururoa. Et cet arrêt invite la France à s'abstenir de toute expérience de ce genre.

Mais le gouvernement français avait déjà fait connaître sa réponse à l'avance : il reconnaît certes la compétence de la Cour internationale, mais seulement dans les affaires qui n'intéressent pas la défense nationale, ce qui est une manière aimable de dire qu'il ne la reconnaît que quand cela ne le gêne pas. Voilà une attitude qui n'aurait pas déplu au feu général qui traitait l'ONU de « machin » quand ses votes ne lui plaisaient pas. Mais il faut dire que cette attitude n'est pas propre au gouvernement français, et que cette affaire aura été l'occasion de rappeler que beaucoup d'autres gouvernements ont adopté cette position sur la compétence limitée de la Cour internationale de La Haye.

Tout cela prouve une fois de plus que toutes ces prétendues instances internationales ne sont que poudre aux yeux, chargées de masquer aux yeux du bon peuple les mœurs de brigands des dirigeants capitalistes. Et la seule chose remarquable, dans cette affaire, c'est la constance des juges de la Cour internationale qui continuent imperturbablement à siéger et à rendre des arrêts que personne ne prend au sérieux.

Ils y mettent d'ailleurs de la bonne volonté, puisqu'après cet arrêt provisoire, la Cour internationale annonce un jugement « définitif » pour dans quelques mois. Elle a même laissé au gouvernement français jusqu'au 21 décembre 1973 pour présenter sa défense. C'est bien le diable si Messmer n'a pas réussi à faire partir sa bombinette d'ici là.

F.D.

Le tournant dans la politique internationale, et en particulier dans les relations entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, est incontestable. Il découle de la décision de l'impérialisme américain de tirer la conclusion de l'échec de la politique de containment et de reconsidérer sa politique à l'égard du bloc soviétique. Le fait que les deux politiques, celle du containment comme celle vers laquelle l'orientation est prise depuis 1968, aient été successivement incarnées par le même homme, rend le changement plus saisissant encore. Nixon, un des chantres les plus enragés de la guerre froide, un des plus farouches partisans d'en finir avec le « communisme russe », sablant aujourd'hui le champagne en compagnie de Brejnev, c'est là tout un symbole, tout un raccourci d'histoire diplomatique.

A la place de la guerre froide, une politique de discussion ; à la place de la politique d'isolement et du rideau de fer pour empêcher le bloc soviétique de s'élargir, une politique plus souple admettant certaines fluctuations aux limites des deux blocs à condition que les pertes et les gains se compensent ; une certaine coopération pour maintenir le statu quo au détriment des petits peuples, voilà la nouvelle orientation de la politique américaine. Orientation dans l'illustration de laquelle les visites de Nixon successivement à Pékin et à Moscou avaient précédé la venue de Brejnev à Washington.

Les dirigeants américains n'ont eu aucune difficulté pour trouver dans les dirigeants russes — comme d'ailleurs dans les dirigeants chinois —

des partenaires compréhensifs pour cette nouvelle orientation politique. S'entendre avec les dirigeants de la plus grande puissance impérialiste du monde a, de tout temps, été le vœu le plus cher de la bureaucratie soviétique en matière de politique internationale. Tout autant que le maintien du statu quo, fût-ce au détriment des petits peuples.

Brejnev a donc été sincère au-delà de ce qui est d'usage dans les toasts diplomatiques en exprimant sa satisfaction devant les déclarations de Nixon parlant de son désir d'améliorer de façon significative les rapports entre les USA et l'URSS. Sur le plan des relations politiques, la rencontre a de quoi satisfaire les dirigeants russes, moins par ce qui y a été réellement décidé que par ce qui y a été publiquement consacré.

Sur le plan des relations économiques, et malgré toutes les pitreries de Brejnev pour charmer tant les hommes d'affaires américains que les hommes politiques afin que l'URSS obtienne la clause de la nation la plus favorisée — autrement dit la fin de toute discrimination à l'égard du commerce soviétique —, la rencontre n'aura probablement pas des suites bouleversant l'actuel état de choses. Le commerce international n'est pas simplement une question de bonne ou de mauvaise volonté politique, c'est surtout une question de marché. Il ne suffit pas que l'Etat américain supprime les interdits politiques qui, dans le passé, avaient pour ainsi dire réduit à zéro les échanges, pour que ces derniers deviennent vraiment importants. Il n'est

guère de produits russes qui intéressent les Etats-Unis, hormis peut-être des matières premières, en particulier énergétiques, pour lesquelles la politique américaine vise depuis longtemps à préserver les réserves nationales. Or, le commerce entre l'URSS et les pays capitalistes étant du simple troc, même pour acheter aux Etats-Unis, il faut leur vendre.

Restent enfin les accords sur la non-utilisation des armes nucléaires signés à l'occasion de ces rencontres.

Les radoteurs pacifistes trouveront l'occasion de s'extasier devant ces accords qui se veulent le clou du spectacle Brejnev-Nixon. Même parmi eux cependant, il y a un bon nombre de sceptiques. Tant il est vrai que chaque nouvel accord « historique » dans ce domaine ne fait guère que démontrer que le précédent, historique lui aussi à son heure, ne servait à rien. Et si ces traités de limitation successifs et parfaitement inefficaces symbolisent quelque chose, c'est moins le rapprochement et la coopération soviéto-américaine, que le caractère malgré tout limité et fondamentalement factice de cette coopération.

Car, en fin de compte, si la paix armée entre les deux blocs prend avec la nouvelle orientation de la politique internationale américaine un aspect plus avenant qu'au temps de la guerre froide, elle n'en reste pas moins une paix armée. L'objectif stratégique des USA demeure la destruction de l'URSS. Et le champagne des rencontres entre dirigeants n'a jamais cimenté la paix universelle.

Georges KALDY.



Brejnev et Nixon : également doués pour le spectacle.

(Ph. A.F.P.)

L'entrevue Pompidou-Brandt

L'Europe dans les basses eaux

LES résultats des entretiens franco-allemands, qui se sont déroulés la semaine dernière entre Pompidou et Willy Brandt sont, c'est le moins que l'on puisse dire, malaisés à déterminer. On est loin, en tout cas, des phrases tonitruantes sur la construction de l'Europe que nous valaient, il y a seulement quelques mois, ce type de rencontre. On a pu seulement apprendre que « les entretiens ont été francs », et qu'il y avait eu « un certain rapprochement des points de vue ». C'est tout dire.

C'est que la situation ne permet guère de jeter de la poudre aux yeux sur l'Europe. Celle-ci prend du plomb dans l'aile au rythme de l'aggravation de la crise monétaire. Et, depuis plusieurs années, il a bien fallu s'habituer à voir les différents Etats européens régler leurs problèmes au mieux de leurs intérêts nationaux en ne prenant en considération les « intérêts communautaires » que pour autant qu'ils coïncidaient avec les leurs propres. Dévaluation du franc, réévaluation du mark et flottaison de monnaies en tous genres se sont succédé au gré des intérêts particuliers des divers Etats euro-

péens, sans grande considération pour les intérêts de l'« Europe Unie ».

Pour l'heure, ce sont la livre anglaise et la lire italienne qui ont décidé de « flotter » en mettant leurs partenaires devant le fait accompli, ne faisant d'ailleurs que répéter l'attitude de ces partenaires à leur égard quelque temps auparavant. Brandt et Pompidou ont donc décidé, d'un commun accord, que mieux vaudrait reparler d'« Union économique et monétaire » un autre jour, lorsqu'une accalmie de la crise du dollar permettra aux monnaies européennes l'espace de quelques mois, de se donner au moins l'apparence de la santé, avant de retomber plus bas. En attendant, chaque bourgeoisie européenne en est réduite à surveiller avec inquiétude l'évolution des cours du dollar, en priant pour que les effets de l'inflation américaine affectent la bourgeoisie voisine plutôt qu'elle-même. Telle est la substance du « constat de désaccord » entre Brandt et Pompidou.

C'est que le développement de la crise monétaire met à nu l'ina-
nité des phrases sur l'« Europe-

troisième Grand ». L'impérialisme US a décidé de faire payer à l'ensemble des bourgeoisies européennes les frais de la crise du dollar. A l'heure où l'économie mondiale dépend du dollar, il lui suffit pour cela de laisser faire le marché monétaire. C'est une bonne préparation au « Nixon Round », au cours duquel le gouvernement US compte imposer aux Etats européens des concessions en matière de tarifs, de douanes et de marchés, permettant de réduire quelque peu le déficit de la balance des paiements américaine. Le sort des monnaies et des économies européennes est suspendu aux volontés de Wall Street et de la Maison-Blanche : tel est le « constat » qu'ont dû faire Brandt et Pompidou à l'approche de la négociation douanière du « Nixon Round » que les bourgeoisies européennes aborderont, là encore, en ordre dispersé. Les choses devenant sérieuses, il est temps d'abandonner la phrase « européenne » pour en revenir au « chacun pour soi ».

Quant aux problèmes de la défense européenne qu'ils ont abordés, Pompidou et Brandt n'ont guère été disert sur la substance

de leurs entretiens dans ce domaine. Mais le problème est le même quant au fond. Les Etats-Unis, qui entretiennent d'importantes forces dans toute l'Europe, préparent une négociation sur la « réduction des forces » ; c'est-à-dire qu'ils désiraient voir les Etats européens supporter un peu plus les frais de la « protection » américaine, cause pour les Etats-Unis d'importantes sorties de dollars. En particulier, dans le cadre d'une réorganisation de l'Alliance Atlantique, ils souhaiteraient voir la France cesser de jouer les cavaliers seuls. En ce domaine, on a pu noter que les phrases gaulliennes sur l'indépendance de la défense française deviennent de plus en plus rares dans le vocabulaire de Pompidou. Si Nixon donne du poing sur la table, l'heure n'est plus à jouer les coquettes.

Fini de rire. Nixon présente la facture de ses frais de « protection » aux bourgeoisies européennes, dans le domaine économique comme dans le domaine militaire. Celles-ci, tristement, portent la main à la poche pour régler leur « sauveur ». Il n'y a pas de quoi pavoiser.

André FRYs.

ARGENTINE

PERON AU SECOURS DU PERONISME

LE violents affrontements ont marqué, mercredi 20 juin, l'arrivée de Peron en Argentine : une grande manifestation était prévue à l'aérodrome et dès le matin des bagarres ont opposé l'aile droite et l'aile gauche du mouvement péroniste, qui cherchaient à s'assurer le contrôle de la manifestation. Ces bagarres, qui ont dégénéré en fusillades dans le courant de l'après-midi, ont fait une quinzaine de morts et plusieurs centaines de blessés.

Ces incidents sont le reflet de la crise que traverse actuellement l'Argentine, des difficultés sociales que l'arrivée au pouvoir de Campora n'a pas jugulées. Au point qu'il a fallu faire venir d'urgence Peron lui-même.

Dans la situation de crise économique que traverse le pays (la hausse des prix a été de 76,5 % entre mars 1972 et mars 1973), la bourgeoisie argentine n'est pas en mesure d'utiliser la force ouverte contre le mouvement ouvrier. Elle a donc choisi une autre carte, et l'armée a dû céder la place à un président élu, le péroniste Campora.

C'est sur le prestige considérable dont jouit le péronisme qu'elle compte pour enrayer toute opposition, tenir par l'intermédiaire des syndicats le mouvement ouvrier, faire subir aux ouvriers, sans rechigner, les frais de ses difficultés économiques. Mais le péronisme, qui correspondait aux quelques années d'expansion économique que la guerre avait permises à l'Argentine, n'a plus aujourd'hui les mêmes bases économiques. Ce n'est pas la politique de Peron qui avait apporté la prospérité, c'est la prospérité qui avait permis à Peron d'appuyer son régime sur les organisations syndicales liées à l'Etat.

Et c'est de là que viennent les difficultés de Campora. Il existe au sein du mouvement péroniste toute une bureaucratie syndicale prête à brader les intérêts des travailleurs comme dans le passé. Mais il lui faudrait pour cela quelques miettes que la

bourgeoisie n'est plus en mesure d'offrir pour le moment. L'extrême-gauche du même mouvement (qui entretient elle-même ainsi des illusions sur Peron) tente de gauchir la politique de Campora et semble du fait des circonstances rencontrer une certaine audience. Et Campora n'a pas eu d'autre solution que de faire

appel au « Lider » lui-même, qu'on avait jusqu'à présent gardé sur la touche, pour trancher, en faveur de l'aide droite cela va sans dire, le conflit qui divise le mouvement péroniste. Peron, dès son premier discours, radiodiffusé car il n'avait pas pu parler à l'aéroport, a déclaré : « L'inefficacité à l'heure actuelle est un cri-

me de lèse-patrie et nous devons produire au moins autant que nous consommons », et qu'il ne fallait pas suivre « les muchachos qui lancent des consignes révolutionnaires », en appelant les ouvriers à travailler à la « reconstruction nationale ».

Olivier BLIN.



La foule allongée par terre se protège des balles lors de l'arrivée de Peron.

(Ph. U.P.I.)

Fosse Dechy (Nord)

Un mineur tué au fond

Pas de réactions des organisations syndicales

J EUDI 14 juin au soir, des tonnes de terre et de charbon ont enseveli un ouvrier marocain dans une taille. Il ne fut retrouvé et remonté au jour qu'après quarante-huit heures de travaux pénibles et dangereux.

Immédiatement après l'accident, l'ensemble des travailleurs marocains du puits arrêta le travail jusqu'à ce que le corps soit retrouvé.

L'émotion était grande pour tous les ouvriers du puits et chacun attendait que les directions syndicales se manifestent ; c'est ce que prouva la foule venue saluer le corps à la remonte samedi soir.

Mais à part les initiatives personnelles d'un militant syndical CFDT qui appela et fit arrêter le travail samedi (ce jour-là, la mine n'était pas en repos), aucune organisation syndicale n'organisa la riposte contre l'insécurité que font régner les Houillères par leur politique de récession et aucune n'appela à soutenir les camarades marocains en demandant de cesser le travail dès vendredi matin.

Le délégué mineur, CGT, maire PCF de Dechy, expliquait que son organisation proposerait un débrayage pour le jour de l'enterrement... qui eut lieu en définitive dimanche matin.

Et on attend seulement pour la se-

maine suivante les tracts de la CGT et de la CFDT.

Quel poids peuvent alors avoir les revendications syndicales sur l'hygiène et la sécurité quand la mort d'un ouvrier reste sans réaction organisée ?

A l'enterrement du camarade dimanche matin, à part quelques rares mineurs européens, seuls étaient présents près de deux cents mineurs marocains, les militants syndicaux, le délégué, les gardes... et la direction du puits.

Pourtant, à la Fosse, la mort guette chacun d'entre nous, ouvriers, chefs, agents de maîtrise, quel que soit son pays d'origine, et c'est l'ensemble des mineurs du puits qu'il aurait fallu voir concrétiser leur solidarité en suivant le cortège, comme nous le faisons lorsque c'est un mineur européen qui est enterré.

Par l'abandon des consignes d'hygiène et de sécurité, les Houillères sont entièrement responsables de cet accident et de tous ceux qui se produisent quotidiennement.

Mais si nous voulons que cela change, si nous voulons aller travailler sans être incertains de notre retour, alors nous devons être tous unis pour lutter contre nos exploiters.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)

Foyer africain, rue de l'Egalité (Bagnole)

LES JUGES VOLENT AU SECOURS DES MARCHANDS DE SOMMEIL

LE 6 juin, la Cour d'appel de Paris a confirmé le jugement du tribunal des référés de Bobigny, qui décidait l'expulsion de quatorze travailleurs africains du foyer du 34, rue de l'Egalité à Bagnole.

Un seul point sur lequel les juges ont reculé : l'expulsion n'est plus immédiate mais doit avoir lieu le 6 septembre.

Il faut dire que ce recul, aussi faible soit-il, les travailleurs africains ne l'auraient pas obtenu sans leur lutte. En effet, les travailleurs du foyer de l'Egalité ne sont pas restés inactifs après l'arrêté d'expulsion du tribunal de Bobigny. Différentes organisations, les unes groupées autour d'un Comité de soutien, les autres groupées autour de la municipalité de Bagnole, apportaient, chacune à sa manière, leur soutien aux locataires du foyer. Et, le 31 mai, les locataires, aidés du Comité de soutien, organisaient un meeting où étaient venues plus de deux cents personnes.

Malgré cela, les juges ont volé au secours des marchands de sommeil.

Car, pour eux, les locataires en grève des loyers sont des « occupants sans droits ni titre », la grève des loyers n'étant pas légale ! Mais que le « foyer » dans lequel les locataires sont contraints de loger ne soit pas pourvu des conditions élémentaires d'hygiène, voilà qui n'émeut pas ces messieurs de la justice !

Cependant, les locataires ne sont pas démoralisés par la décision de la Cour d'appel. Ils comptent mettre à profit les trois mois que leur laisse le tribunal, pour continuer leur lutte. Ils ont déjà rédigé un cahier de revendications où ils réclament de la direction du foyer :

— l'arrêt de toute procédure d'expulsion ;

— l'amélioration des conditions de logement (eau chaude, douches, W-C) ;

— l'expulsion du gérant raciste. Rue de l'Egalité, la lutte n'est pas finie !

Correspondant L.O.

Un scandale dans le pays de Montbéliard : CEUX QUI CONSTRUISENT DES LOGEMENTS N'ONT PAS DE LIT POUR DORMIR

IL y a environ un an, au mois de juillet 1972, nous relations dans L.O. n° 204 comment des travailleurs immigrés s'étaient trouvés menacés d'expulsion de leur logement sans délai, parce que les autorités voulaient raser les bâtiments. Après de nombreuses démarches, ces camarades avaient obtenu un délai jusqu'à ce qu'ils soient relogés dans des conditions décentes.

Depuis quelques semaines, le problème du logement se repose à nouveau pour une quarantaine de travailleurs, algériens pour la plupart. En effet ceux-ci, en majorité ouvriers du Bâtiment et des Travaux publics, prennent leur congé en hiver. Lorsqu'ils sont revenus au mois de février-mars, ils se sont vu signifier par l'AMAT (Association Montbéliardaise d'Aide aux Travailleurs déplacés) qu'il n'y avait plus de place dans les foyers.

Donc, ces travailleurs ont dû dormir depuis ce temps-là par terre ou sur des lits de camp dans les cuisines ou les couloirs des foyers grâce à la complicité de leurs camarades. Quant à la direction des foyers, elle les considère comme clandestins et, par exemple, refuse de leur distribuer leur courrier, quand elle ne les menace pas d'expulsion.

Depuis cinq ou six semaines, les immigrés ont fait appel aux diverses organisations politiques et syndicales du pays de Montbéliard pour les aider à obtenir des logements décentes. Jusqu'à maintenant, délégations massives à la sous-préfecture, manifestations avec lits de camp pour alerter l'opinion publique n'ont amené que de vagues promesses de la part des autorités publiques qui ne sont pas pressées de régler le problème. Car ce ne sont pas les logements qui manquent, puisque Peugeot, par exemple, se réserve la bagatelle d'environ trois cents chambres pour les futurs travailleurs qu'il importera de Yougoslavie ou de Turquie. En attendant, les logements sont vides et le sous-préfet a le culot de dire : « Mais c'est normal puisque Peugeot paye ! ».

Quant aux administrateurs de l'AMAT (sous-préfet, maires des communes environnantes — socialistes et communistes y compris —, représentants des patrons de la région, etc.), ceux-là dorment tranquillement sur leurs deux oreilles. Et il faudra sans doute, pour les réveiller, passer à une vitesse supérieure dans l'action afin de leur montrer que les travailleurs immigrés ne sont pas des bêtes à produire !

Correspondant L.O.

LUTTE OUVRIERE

Après les élections de délégués à Renault-Flins

POUR LE RETOUR AU SCRUTIN D'ATELIER

ON se souvient comment, aux dernières élections de délégués du personnel qui ont eu lieu à Renault-Flins les 22 et 23 mai, la plupart des candidats immigrés, sur les listes CGT comme sur les listes CFDT, ont été éliminés. Sur l'ensemble de l'usine, qui compte vingt mille travailleurs, il a suffi que cent cinquante personnes environ décident de rayer systématiquement les noms à consonnance étrangère sur les bulletins de vote pour que les immigrés, qui représentent quelque 40 % de l'effectif de l'usine, se voient pratiquement refuser le droit d'être représentés par un des leurs. Cette initiative raciste n'était sans doute pas spontanée et il semble bien qu'elle soit due à une consigne donnée par une partie de la maîtrise.

Le fait souligne en tout cas le caractère antidémocratique du mode de scrutin actuel pour les élections de délégués. Car le scrutin par liste à l'échelle de l'usine permet toutes les manœuvres, peut permettre à quelques personnes disséminées dans tout l'établissement d'interdire

à ceux de tel atelier d'avoir pour délégué l'un des leurs : peu importe que celui-ci soit estimé dans son atelier, s'il se trouve dans le reste de l'usine quelques personnes pour le rayer. Dans le cas des élections de Renault-Flins, les candidats éliminés n'ont pour la plupart, jamais été rayés dans leur atelier, là où ils sont connus et appréciés.

Face à cette situation, les syndicats CGT et CFDT de Renault-Flins ont décidé d'introduire un recours en justice pour obtenir l'annulation de ces élections. Le motif invoqué est le raturage systématique, ayant entraîné la non-élection des candidats immigrés. Il s'agit en tout cas de faire reconnaître que des pressions inadmissibles ont été exercées par la direction de l'entreprise et que, de ce fait, ces élections doivent être considérées comme nulles.

Mais au-delà de ces élections particulières, il s'agit d'obtenir que de telles manœuvres ne soient plus possibles. Pour cela, CGT et CFDT voudraient obtenir le scrutin par listes bloquées, c'est-à-dire

que les ratures sur les bulletins ne soient plus prises en considération. Cela se heurte à toute la jurisprudence actuelle, qui admet que les ratures doivent au contraire être prises en compte dans la proclamation des résultats. C'est pourquoi les syndicats parlent d'introduire un recours en Conseil d'Etat pour obtenir que désormais la jurisprudence admette le vote par listes bloquées.

En fait, si les ratures ont un effet antidémocratique, comme le montrent ces élections à Renault-Flins, c'est le système électoral lui-même qui est à mettre en cause. Car le vote par listes bloquées n'est nullement plus démocratique : il revient à admettre que les syndicats décident souverainement non seulement de qui est présenté sur les listes, mais aussi décident sans appel de l'ordre d'élection. Cela revient à renforcer un peu plus le monopole des organisations syndicales sur la présentation des candidats délégués du personnel.

Bien sûr, les ratures peuvent permettre à la direction de l'entreprise, comme cela

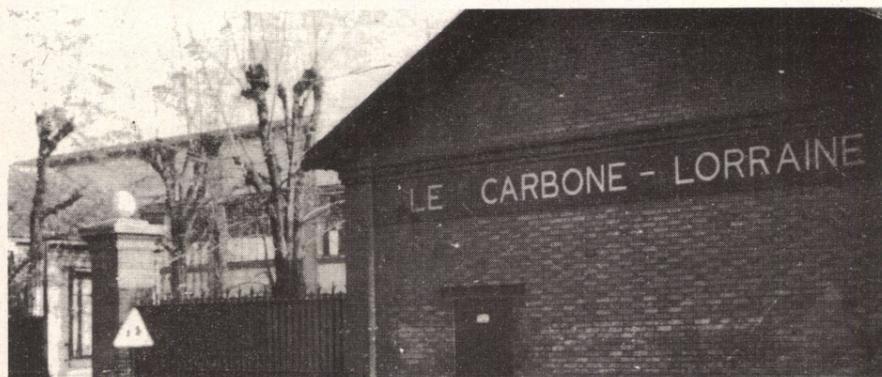
a été le cas à Renault-Flins, une manœuvre anti-ouvrière. Mais la seule façon d'interdire ce type de manœuvre est de permettre aux travailleurs d'avoir effectivement le contrôle de l'élection des délégués. Le vote uninominal par atelier, avec candidatures libres — et non monopole syndical sur les candidatures — est le seul moyen de l'assurer. C'est le seul moyen de permettre aux travailleurs d'un atelier de voter sans équivoque pour l'un d'entre eux, qui ait leur confiance et travaille parmi eux et sous leur contrôle.

Plutôt que de profiter de l'occasion pour réclamer une jurisprudence renforçant en fait leurs propres privilèges, des organisations syndicales dignes de ce nom devraient, non seulement réclamer l'annulation des élections de Renault-Flins, mais mener campagne pour le retour au scrutin par atelier, seule façon, en mettant la représentation ouvrière sous le contrôle réel des travailleurs, de renforcer leur cohésion et leur conscience.

Correspondant L.O.

Carbone-Lorraine (Gennevilliers)

Recul de la CGT qui avait exclu un militant de Lutte Ouvrière



VOICI le résultat par collège des élections de délégués du personnel du 7 juin 1973 comparées à celles de l'année précédente.

On constate un léger gain, surtout dans le collège ouvrier, pour la CFDT et une perte de la CGT, mais le nombre de sièges reste inchangé.

Notre camarade Guy Mouney, exclu de la CGT au mois de février dernier parce qu'il était candidat Lutte Ouvrière aux élections législatives, se présentait cette année sur la liste CFDT dans le collège ouvrier. Alors qu'il y avait dans ce collè-

ge 54 électeurs inscrits en moins, la CFDT a gagné 23 voix, soit 6,4 % par rapport à l'année dernière, et la CGT a perdu 46 voix soit 5,6 %. Et les dirigeants de la CGT ont très mal pris que des travailleurs qui votaient CGT suivent notre camarade en votant CFDT et lui permettent d'être élu.

Ces résultats montrent en tout cas qu'un certain nombre de travailleurs n'apprécient pas les méthodes de bureaucraties des responsables de la CGT de Carbone-Lorraine.

Correspondant L.O.

Premier collège (ouvriers)

Année	Inscrits	Votants	Blancs et nuls	CGT	CFDT
1972	717	563	45	432 83,4 % 6 sièges	87 16,6 % 1 siège
1973	663	505	9	386 77,8 % 6 sièges	110 22,2 % 1 siège

Deuxième collège (employés)

Année	Inscrits	Votants	Blancs et nuls	CGT	CFDT
1972	166	135	13	81 66,4 % 1 siège	41 33,6 % 0 siège
1973	157	116	7	70 64,3 % 1 siège	39 35,7 % 0 siège

Troisième collège (techniciens agents de maîtrise)

Année	Inscrits	Votants	Blancs et nuls	CGT	CFDT
1972	258	221	26	111 56,9 % 2 sièges	84 43,1 % 1 siège
1973	248	184	13	95 55,5 % 2 sièges	76 44,5 % 1 siège

A propos de Melun-Sénart (communiqué)

Nous avons reçu du Comité de grève du personnel de la ville nouvelle de Melun-Sénart, qui a entamé une grève le 5 juin, le communiqué suivant :

Le personnel de la Mission de la ville nouvelle de Melun-Sénart s'est mis en grève illimitée depuis le mardi 5 juin. Cette décision traduit la volonté des travailleurs de ce service de voir levées les incertitudes qui pèsent sur leur avenir.

Créée en juin 1969, la Mission fonctionne avec deux sortes de personnels (I.A.U.R.P. et A.F.T.R.P.) soumis à des statuts différents, à des grilles de salaires différentes, avec des contrats différents (limités, illimités) sans obligation ni garantie de réembauche dans l'établissement d'origine.

Les fluctuations politiques du gouvernement en matière d'aménagement du territoire se traduisent, à Melun-Sénart

comme en d'autres endroits, par une absence d'objectifs et de directives entraînant une dégradation des conditions de travail. La conséquence logique d'une telle situation est l'écœurement des travailleurs qui se voient contraints d'effectuer un travail fragmenté et déqualifié, les encourageant (et la direction de son côté ne se prive pas de le faire) au « départ volontaire ».

La grève illimitée du personnel de la Mission ne trouve sa pleine signification que dans la lutte plus globale menée par les travailleurs de l'Équipement et ceux des services d'études parapublics liés à l'Équipement contre le démantèlement de ce service public.

Les travailleurs de Melun-Sénart connaissent bien les effets de cette poli-

tique de démantèlement : déqualification, incertitude quant à l'avenir même immédiat, dégradation des conditions de travail. Cette situation, le personnel de Melun-Sénart la dénonçait en mars dernier dans un cahier de revendications transmis à la direction de la Mission ainsi qu'aux directions de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P. dont il dépend. Il demandait que soient levées les incertitudes pesant sur l'avenir de la Mission, que la qualification d'une grande partie du personnel soit reconnue, que des reclassements avec salaire correspondant soient effectués.

Jusqu'à ce jour, la direction de Melun-Sénart ainsi que celles de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P. n'ont donné aucune réponse satisfaisante au cahier de revendications.

Toutefois, devant l'insistance du personnel à exiger satisfaction, quelques cas individuels ont été résolus alors

même que la direction affirmait qu'il n'y avait pas de problème.

Ce léger recul n'a fait que renforcer la détermination du personnel qui exige aujourd'hui que ses problèmes soient réglés sans attendre — et indépendamment — le passage à l'Établissement Public.

Les travailleurs de Melun-Sénart ont conscience que leur lutte ne peut rester isolée et que les revendications qu'ils posent doivent trouver une réponse globale dans le cadre des luttes engagées à l'Équipement et dans les services parapublics.

Il appelle les travailleurs de ces services à manifester, avec leurs organisations syndicales, leur solidarité active aux grévistes de Melun-Sénart.

Le Comité de grève.

Soutien financier :

Didier CHENOT,

7, avenue du Château, 91000-Evry.

Carbone-Lorraine (Gennevilliers)

Près de 7 semaines de grève à la Graphitation

DANS L.O. n° 246, nous relations les grèves et débrayages qui avaient eu lieu à l'usine dans la dernière semaine d'avril. Après le début d'effervescence de ces quelques jours, le calme était revenu dans tous les ateliers sauf un : la Graphitation. Les sept ouvriers de cet atelier avaient continué la grève pour une augmentation de salaire de 150 F par mois pour tous. Ils viennent de reprendre le travail le 9 juin après avoir tenu tête à la direction pendant près de sept semaines de grève totale.

La direction n'a pas voulu, pour le principe, céder aux grévistes sur les 150 F par mois, mais elle a tout de même dû accorder sous une autre forme des augmentations de salaire non négligeables.

— 36 F sur la base en comptant l'activité de l'atelier à son maximum tout le temps et non plus à la moyenne ;

— 91 F en compensant, suivant un calendrier, les diminutions d'horaires dont va bénéficier le reste de l'usine en octobre et janvier et

qui ne les concernaient pas car ils font moins de quarante heures, et en intégrant le temps de casse-croûte et de douche au salaire.

Cela, avec l'augmentation de 3% que tout le monde va toucher en septembre, portera leur salaire de base de 1.400 à 1.572 F par mois.

Si elle n'est pas une victoire totale, cette grève a obligé la direction de Carbone à reculer et il y a bien longtemps que cela ne s'était vu.

Pourtant, les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette grève ne pesaient pas toutes en faveur des grévistes. Si eux étaient déterminés, le reste de l'usine était assez indifférent et les grévistes laissaient la CGT s'occuper de leur grève. Celle-ci les soutenait financièrement, mais après leur avoir déconseillé la grève, au début, elle s'était opposée à son extension au moment où le reste de l'usine bougeait et elle insistait sur le fait que c'était une grève de travailleurs immigrés.

Il faudra maintenant que les ou-



(Ph. L.O.)

vriers de la Graphitation se montrent vigilants afin que la direction applique effectivement ses promesses. Celle-ci devra d'ailleurs tenir compte du fait que l'atmosphère de

cet atelier, qui ne bougeait jamais et où les travailleurs étaient traités avec mépris, est désormais changée.

Correspondant L.O.

DIJON

Fin de la grève à la Bourgogne-Electronique

COMME nous l'écrivions dans le numéro 250, la direction de Bourgogne-Electronique, à la veille de l'Ascension, n'avait toujours rien voulu entendre sur les principales revendications des grévistes. Aussi la grève allait-elle se poursuivre la semaine suivante ; malgré certains signes de lassitude, malgré l'attitude des syndicats qui laissaient les grévistes sans beaucoup de perspectives, la plupart des grévistes continuaient le lundi 4 juin.

Voyant cela, la direction s'est mise à lâcher quelques miettes, tout en laissant traîner les choses et en multipliant les réunions avec les délégués.

Finalement, le mercredi, les syndicats organisaient un vote à bulletin secret, qui donnait une très faible majorité pour la continuation, et faisaient entendre « qu'on n'obtiendrait rien de plus, que ce n'était plus la peine de continuer ».

Finalement, malgré la présence d'une forte minorité qui voulait continuer la grève jusqu'au bout, le travail reprenait le jeudi 7 juin.

Quel est le bilan de cette grève ? Au niveau des revendications, il est bien maigre : une prime de transport de... 10 F pour tous, une augmentation de la prime d'équipe, la mensualisation pour tous, des promesses de « promotion automatique »... Sur les salaires, la direction n'a rien lâché : 2% + 2% d'ici... la fin de l'année, ce qui englobe les 3% habituels de fin d'année !

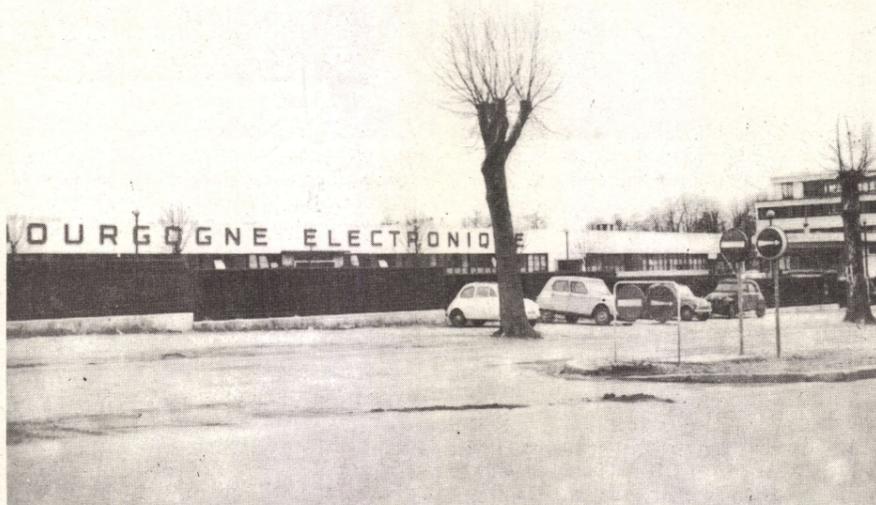
Pourtant, bien que les grévistes n'aient obtenu que des miettes, la grève est loin d'être ressentie comme un échec ; les travailleurs de la Bourgogne-Electronique sont loin d'être résignés ou démoralisés :

ainsi, le lendemain de la Pentecôte, un atelier débrayait pour obtenir des revendications propres à l'atelier qui n'avaient pas été satisfaites pendant la grève...

Et l'ambiance dans l'usine a changé : les grévistes, en majorité des O.S. femmes, ont montré pendant près de trois semaines leur force et leur détermination ; elles ont fait la démonstration qu'elles ne sont pas prêtes à se laisser marcher sur les pieds.

Désormais, la direction et certains chefs devront en tenir compte.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)

Fin de la grève à Caterpillar

APRES huit semaines de grève, le travail a repris aux usines Caterpillar de Grenoble, sans que pratiquement rien soit obtenu pour les travailleurs.

Après avoir pris connaissance des sanctions contre quarante-deux travailleurs, dont neuf licenciements, et devant la démoralisation croissante, les syndicats CGT et CFDT ont décidé vendredi 15 juin d'appeler à la reprise du travail pour le lundi suivant.

La direction, entre-temps, est revenue sur toutes les sanctions, sauf sur cinq licenciements dont celui du secrétaire de la CFDT.

Lundi matin, la direction a filtré les travailleurs de l'usine de Grenoble pour empêcher les licenciés de rentrer. Un petit groupe d'une centaine de travailleurs n'est

pas rentré à 6 h 28 et a attendu jusqu'à 7 h 45 que les délégués les incitent à rentrer pour « continuer l'action sous d'autres formes », comme la CGT l'avait promis.

D'une manière générale, la majorité des travailleurs pense avoir fait grève pour rien. Une minorité est consciente des trahisons de la CGT, sans se rendre compte de la complicité de la CFDT. L'occupation de l'usine, dont on a parlé tout au long de la grève, n'a jamais été proposée sérieusement à l'ensemble des travailleurs par les syndicats. La CGT ne la refusait pas, mais posait sans cesse des conditions impossibles à réaliser pour la mettre en œuvre. Quant à la CFDT, elle en parlait certes, mais sous la pression de certains de ses militants et sans jamais rien proposer de concret.

La CGT a désavoué les travailleurs face à la direction lorsqu'ils organisaient des piquets durs, la CGT devait être sans arrêt poussée par des travailleurs pour organiser les manifestations. C'est seulement sur la fin de la grève que les syndicats ont envisagé de faire appel aux travailleurs des autres entreprises de la région. Et encore, cet appel a été plus que timide, puisque le tract d'appel à la manifestation du 29 mai n'a pas été distribué dans de nombreuses entreprises et non des moindres (Merlin-Gerin par exemple).

Finalement, les travailleurs de Caterpillar ont repris le travail. Mais le rôle démoralisateur des syndicats est loin d'être passé inaperçu.

Et les travailleurs qui s'en sont rendu compte sauront s'en souvenir.

Correspondant L.O.

Peugeot (Sochaux)

DOMMAGE QUE LE RIDICULE N'ÉTOUFFE PAS LES PATRONS !

LORSQUE, dans la nuit du 11 au 12 avril 1973, les travailleurs en grève de l'usine Peugeot de Saint-Etienne s'étaient fait sauvagement agresser par un commando armé de matraques et de revolvers, la direction Peugeot n'avait pas trouvé bon de s'indigner contre de telles méthodes de gangsters peu propres à entretenir un climat serein dans une usine.

Mais que le dénommé Charrel, justement directeur de l'usine Peugeot de Saint-Etienne, vienne à prendre une bonne raclée, que tout le monde, parmi les travailleurs, a jugé bien méritée, et voilà que la direction Peugeot envoie à tous ses employés une lettre dans laquelle elle décerne presque une auréole de « martyr du devoir » à son directeur estropié. Dommage pour les 35.000 lettres envoyées à Sochaux, mais l'effet escompté n'a pas été atteint : personne n'a versé de larmes sur le sort du « brave » Charrel mais on a tous bien rigolé à peu de frais !

Correspondant L.O.

DIRECTION GENERALE

Paris, le 8 juin 1973.

Madame, Monsieur,

Vous avez appris par la presse l'agression commise contre le directeur de l'usine de Saint-Etienne des Automobiles Peugeot.

Mardi matin, alors qu'il venait de quitter son domicile, pour aller à l'usine, deux voitures ont bloqué la sienne qui a été heurtée par l'arrière. Tandis

que, croyant à une simple maladresse, il était sorti et se penchait sur l'arrière de son véhicule, plusieurs individus déguisés en plâtriers l'ont frappé par derrière à coups de matraques et de barres de fer. Perdant son sang en abondance M. Charrel a dû être soigné à l'hôpital, les blessures ont nécessité vingt-neuf points de suture à la tête.

Nous tenons à vous préciser ces faits pour que vous les connaissiez autrement que par certains articles de presse qui les ont soit minimisés, soit relatés d'une façon méprisante.

Durant les sept semaines de conflit, M. Charrel, père de six enfants, ne s'est jamais dérobé à son devoir d'être toujours disponible et présent, assumant toutes ses responsabilités, en dépit des menaces contre lui-même et sa famille.

Si la direction générale élève une solennelle protestation contre le climat que certains cherchent à instaurer dans l'usine Peugeot de Saint-Etienne c'est que le directeur de l'usine n'est pas le seul à avoir été attaqué. D'autres travailleurs : ouvriers, employés, agents de maîtrise et cadres ont également été suivis jusqu'à leur domicile et molestés.

Nous n'acceptons pas que la communauté et l'outil de travail qui se créent avec beaucoup de difficultés soient mis en péril. Tout le monde doit appuyer l'action de ceux qui désirent que les conditions de travail et de vie soient meilleures pour tous.

Nous comptons sur vous.

La Direction Générale.



dans les hôpitaux

Centre Hospitalier de la région grenobloise (La Tronche)

LA COLÈRE MONTE

UNE réunion était organisée par la CGT et la CFDT jeudi 14 juin pour lutter contre le manque de personnel et les conditions de travail qui en découlent. L'hôpital fonctionne avec un tiers du personnel infirmier en moins et la moitié des ASH et des agents des services généraux (Buanderie, Cuisine, etc.) et des ateliers.

Nous étions à peu près deux cents et l'ambiance était chaude ! Chacun s'est fait l'interprète de son service pour en dénoncer les carences. Ainsi on a appris qu'il manquait vingt-quatre infirmières de nuit, qu'un serrurier pouvait commencer le matin par être éboueur, pour devenir déménageur, reprendre l'après-midi comme chauffeur et finir sa journée comme brancardier ! En ce moment, on ne peut certes plus parler de routine.

Le travail augmente mais le personnel diminue. A la Maternité, onze lits en plus mais une sage-femme et une élève sage-femme pour cinquante-huit lits ! Au pavillon d'urgence, mille entrées de plus par rapport à l'an passé, mais on trouve seulement deux infirmières pour trois services ! Actuellement, cinquante-cinq infirmières diplômées d'Etat en congés maladie ou maternité ne sont pas remplacées.

Quant aux Sablons, le nouvel hôpital, les quelques services qui se sont ouverts donnent une image de la pagaille et de la discipline que veut instaurer la direction.

Il manque beaucoup de personnel, dont vingt ASH. La discipline est de fer : on demande aux hôtes d'accueil de ne pas parler aux ASH et de ne pas manger avec eux à la cantine. La direction essaie de faire du mouchardage une pratique courante. A la nouvelle radio : pas de prise d'oxygène (indispensable). La radio ne fonctionne pas l'après-midi, pourtant, tous les jours, des dizaines de malades attendent en vain !

A Chissé B (cardiologie), il y a une al-

de-soignante pour deux étages. Dans le pavillon, le matériel fait cruellement défaut : au deuxième étage pas d'oxygène, pas de stéthoscope, pas de défibrillateur... De plus, c'est l'assistant clinique qui a acheté un réfrigérateur pour conserver certains médicaments !

Les élèves infirmières de première année, à qui la direction avait demandé de

travailler certains samedis et dimanches pendant l'été, vont refuser, ne voulant pas servir de bouche-trous et masquer ainsi le manque de personnel.

La réunion fut bien remplie, car tous avaient des conditions de travail à dénoncer. Au fur et à mesure que la réunion se prolongeait, on sentait la colère monter.

En fin de compte, la grève administrative avec manifestation et distribution de tracts à la population a été votée. On a décidé d'en parler chacun dans son service et de se revoir pour organiser la grève.

Une affaire à suivre...

Correspondant L.O.

Un livre blanc à l'hôpital d'Elbeuf

A l'hôpital d'Elbeuf :
— des urgences attendent souvent un quart d'heure, sinon plus, avant de recevoir les premiers soins, faute de personnel ;

— de nuit, il n'y a parfois pour tout l'hôpital qu'une infirmière et deux aides-soignantes en plus des femmes de service.

Une telle situation met les malades en danger.

Dans ces conditions, l'hôpital a depuis longtemps triste réputation parmi la population. Des médecins d'Elbeuf conseillent même à leurs malades, surtout pour les cas délicats, d'aller se faire soigner ailleurs.

Tous les témoignages concordent. Aussi, pour les hospices, ceux qui ont le triste privilège d'y vivre racontent : « Si on ne se tient pas tranquille (par exemple, si on rentre une bouteille de vin ou même de bière), on est puni : on nous enlève tous nos habits ; comme ça, on reste en pyjama et on ne peut pas sortir... Pour passer le temps, on travaille à l'hôpital. On charrie le linge sale et on distribue le linge propre, on nettoie les chambres, on sert de magasinier à la pharmacie, de

coiffeur, etc., pour des sommes de 20 à 60 F par mois ».

En ce qui concerne l'hôpital lui-même, en mai, le service Chirurgie était carrément fermé (...alors qu'Elbeuf est une agglomération de plusieurs dizaines de milliers d'habitants !).

Aussitôt, diverses organisations syndicales, politiques, culturelles et familiales réagissaient. Le scandale était trop criant : le service était rouvert le lendemain... mais en empruntant du personnel dans d'autres services et d'autres hôpitaux de la région, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils n'avaient pourtant pas de personnel en surnombre !

Rien n'était changé à la situation précaire de l'hôpital d'Elbeuf.

L'Association Populaire Familiale, Action et Culture, l'Union locale CFDT, Lutte Ouvrière, le Parti Socialiste, le PSU, la Troupe d'animation locale elbeuvienne se sont réunis pour mener une action commune :

— un tract distribué à la population a été favorablement accueilli ;

— de nombreux communiqués de presse ont dénoncé la situation ;

— le 13 juin se tenait une conférence de presse à laquelle assistaient des journaux locaux. Elle portait à la fois sur la situation à Elbeuf et la politique de la santé en France. Elle était ouverte au public et le docteur Eurin, chirurgien de l'hôpital, s'y présentait.

Pour lui, la situation n'est pas trop grave. « Les blessés attendent à Elbeuf ? Mais il arrive souvent qu'on attende deux heures dans les grands hôpitaux ». Et puis, rares seraient les cas qui nécessitent absolument des soins immédiats. Peut-être n'est-il jamais venu à l'esprit de M. Eurin que, même si un blessé n'en meurt pas, il souffre à attendre les soins sur son brancard ? Pour lui, le fait que la situation soit semblable dans 95 % des hôpitaux français rend les « bavures » d'Elbeuf normales. Pas pour nous ! Il n'est pas « normal » qu'on risque sa vie à l'hôpital faute de personnel et de soins rapides, c'est-à-dire faute de crédits !

Pour finir, il fut annoncé la constitution d'un « livre blanc » sur l'hôpital.

La lutte continue pour le droit à la santé à Elbeuf.

Correspondant L.O.



Echos
extraits
de
bulletins
d'entreprises

échos des entreprises

Usine : danger!

Vallourec : danger

● VALLOUREC (Noisy-le-Sec)

Décidément, travailler chez Vallourec devient de plus en plus dangereux. Quand on circule dans l'usine, on risque à tout moment de se blesser contre les tubes ou de recevoir une charge quelconque sur soi.

La semaine dernière, par exemple, une soudeuse bout à bout de plus de cinq cents kilos a été arrachée et projetée par le feuillard ; en même temps, elle entraîna un tube que l'on retrouva devant le magasin des annexes tubes minces, qui se trouve à plusieurs mètres de la soudeuse bout à bout. Heureusement, par miracle, personne ne passait dans l'allée à ce moment, sinon c'était l'accident grave.

Evidemment, comme toujours, tout le monde est étonné qu'un tel accident ait pu se produire. « L'ingénieur » de l'Hygiène et de la Sécurité refusa même de se déplacer à la demande d'un délégué CFDT, sous prétexte qu'il était occupé.

On comprend d'ailleurs l'attitude de ce monsieur, qui n'est qu'un pantin, quand on sait que ce système de soudeuse bout à bout n'était que provisoire et qu'elle n'était même pas scellée au sol.

Mais, chez Vallourec, il faut faire des tubes et la direction cherche avant tout à produire au maximum ; la sécurité, c'est superflu.

Eh bien, pour nous qui risquons quotidiennement d'être les victimes de ce manque de sécurité, il est temps de prendre conscience que la sécurité c'est notre affaire.

à RP, notre vie est constamment menacée !

● RHONE-POULENC (Vitry)

Vendredi dernier, au P.M.O.-26, un travailleur était occupé à nettoyer le sol jonché de goudron avec de l'acétone. Tout à coup, pour une raison jusqu'à présent inconnue (peut-être l'électricité statique), le feu se déclara et, en quelques secondes, les flammes prirent de l'ampleur. Il a fallu la présence d'esprit et l'intervention des travailleurs présents pour éteindre le feu aussitôt. Quelques minutes de plus et l'accident aurait pu être des plus graves étant donné la quantité de solvants existant dans l'atelier.

Cet accident ne se serait pas produit si la pompe évacuant un solvant chargé de goudron ne fuyait pas continuellement. C'étaient ces résidus que l'ouvrier nettoyait. Dans cette usine, le matériel défectueux est tellement courant que cela paraît normal de ne pas le réparer.

Les pompiers n'ont pu arriver que lorsque tout était éteint. Cette fois-ci, le feu a pu être circonscrit avec les moyens du bord ; mais, si cela n'avait pas été le cas, que se serait-il passé ? Beaucoup de travailleurs se posent la question.

Le signal d'alarme pour évacuer l'atelier a bien fonctionné mais, malheureusement, les nouveaux n'en avaient pas été prévenus et se demandaient ce qui se passait. Et le comble, c'est qu'un extincteur était vide au moment de l'emploi.

Tous ces faits montrent le danger que nous courons tous les jours dans l'usine. La direction n'est pas capable d'assurer notre sécurité ; nous devons exiger que toutes les garanties soient prises pour qu'en cas de sinistre, nous en sortions tous sains et saufs.

la peinture... ça dure

● THOMSON-CSF (Levallois)

A la Peinture, avec les premières belles journées, nos conditions de travail deviennent de plus en plus intolérables.

En plus des odeurs toxiques de peinture, de solvant, de mastic, vient s'ajouter la chaleur. Aucun système d'aération n'a encore été mis en place par la direction.

Elle trouvera peut-être quelques bricolages pour limiter les empoisonnements. Pourtant, la seule solution efficace serait un renouvellement de l'air de l'atelier et une aspiration correcte des odeurs.

Si la direction n'entreprend rien dans ce sens, elle continuera à nous empoisonner à petit feu, et il dépend de nous que cela cesse.

quand les égouts se déversent dans la cuisine !

● SNECMA (Corbeil)

Les cuisines du restaurant N au premier étage sont devenues de véritables douches.

L'eau des égouts du deuxième étage s'infiltre au travers du plafond et se déverse sur les friteuses, sur les grils et sur les tables à découper. Cela dure depuis des jours



entiers, et les conditions de travail du personnel des cuisines s'en trouvent aggravées.

Celui-ci doit veiller à confectionner les différents plats en assurant de bonnes conditions d'hygiène.

Qu'attend la direction pour prendre les mesures et effectuer les réparations qui s'imposent ? Si cela se passe comme ce le fut déjà une fois pour les friteuses, cela risque de durer longtemps. Il faut d'abord faire une enquête et déterminer les responsabilités.

Quand il s'agit de machines assurant la production, la direction fait diligence. Profits obligent.

une vraie cave

● UAP (Paris)

On connaît les sous-sols de la rue Jules-Lefebvre et leurs conditions de travail. Mais, aux Vallées, nous avons des collègues qui travaillent dans le deuxième sous-sol d'un immeuble UAP. Ce sous-sol est un ex-parking. Le premier sous-sol est d'ailleurs toujours un parking.

C'est dans ce deuxième sous-sol, dans de longues travées mal éclairées, que travaillent nos collègues ; par ailleurs, ils ne disposent que d'un W-C pour une vingtaine de personnes et doivent en plus subir les odeurs nauséabondes d'une fosse.

Les quelques aménagements apportés par la direction sont ridicules : deux ventilateurs (dont un souffle à vingt centimètres d'un poteau) et une porte pour isoler le premier sous-sol du deuxième.

Mais si les employés souffrent de travailler dans cette véritable cave, la direction s'en moque : cela ne se voit pas du dehors.

En revanche, son immeuble qui se trouve au-dessus est un immeuble de luxe : plantes vertes, jardinets et courts de tennis.

Et, pendant que nos collègues s'usent la santé aux archives des Vallées, au-dessus de leurs têtes, des personnalités — importantes, dit-on — s'amuse dans un décor frais...

Au pilori

une ignominie à l'actif de la CGT-Renault

● RNUR (Billancourt)

Dans une lettre ouverte à tous les travailleurs de l'usine, un des travailleurs licenciés de l'île Seguin vient d'exprimer à sa manière son ressentiment contre le comportement des syndicats après la grève des OS.

Ce travailleur a dit à tous ce qu'il avait sur le cœur. On peut ne pas être d'accord, mais cette lettre a été pour la CGT de Renault-Billancourt l'occasion pour sortir le jour même, le 6 juin 1973, un tract ignoble.

Non seulement elle traite avec le plus grand mépris le travailleur ayant signé la lettre ouverte, mais en plus elle traîne dans la boue un autre travailleur licencié du Département 34. Travailleur très estimé dans son département par ses camarades au point que la direction avait déjà essayé de le licencier après la grève du 34 et pendant la grève de l'île Seguin.

Unaniment, les travailleurs étaient venus à la DCPRS imposer sa réintégration. D'ailleurs, la direction ne s'y

est pas trompée : elle a attendu l'échec de la grève de l'île pour se permettre de licencier ce travailleur du 34. Et, cette fois, elle a réussi.

Et voilà que maintenant la CGT calomnie, insulte ce travailleur portugais. Ceux qui ont osé écrire ce tissu de mensonges, d'insultes et d'ordures ne peuvent que recevoir le mépris des travailleurs.

Nous ne pouvons accepter de voir ces méthodes indignes du mouvement ouvrier devenir la règle chez Renault. N'oublions pas que c'est après de tels tracts dénonciateurs et vils que la direction a permis l'assassinat de Pierre Overney. D'ailleurs, nous sommes sûrs que de nombreux travailleurs de la CGT n'approuvent pas de tels tracts.

A qui fera-t-on croire que ceux qui osent écrire de telles insanités peuvent réellement représenter les intérêts des travailleurs ? De telles méthodes sont incompatibles avec la lutte pour l'émancipation des travailleurs.

quelle galère que la Galer.T.C.

● COGECO (Tours)

Toujours aux petits soins pour nous, la direction nous offre, en plus de la joie de travailler pour elle, celle de la faire en musique. Il est seulement dommage que le bruit dans les ateliers ne permette pas des conditions d'écoute idéales.

Mais, en fait, la direction n'a rien inventé. Il y a plus de deux mille ans, alors qu'on n'avait pas encore inventé



le moteur, les galériens travaillaient en musique. Il est vrai qu'on n'avait pas non plus inventé l'électrophone et qu'ils devaient se contenter d'un tambour.

Décidément, nous avons bien de la chance de vivre en un siècle de progrès !

le ridicule ne tue pas... dommage !

● WALTER (Gentilly)

Il y a quelque temps, un travailleur de la Mécanique s'est vu demander d'ouvrir son sac à la sortie de l'usine. Le fait de sortir midi et soir avec un sac à la main avait éveillé les soupçons d'un Sherlock Holmes au petit pied qui se trouve justement être le responsable de la Mécanique avec lequel ce travailleur avait eu une altercation, il y a peu de temps. (Y aurait-il un rapport ?) D'où demande au gardien d'effectuer une fouille.

Notre Sherlock Holmes n'eut cependant pas le courage d'assister à la fouille... qui a eu lieu pendant ses vacances ! Il n'y avait bien sûr rien d'autre, dans le sac de notre camarade, qu'une gamelle vide.

C'est une brimade inadmissible et délibérée qui a été infligée à un travailleur et nous ne devons pas l'accepter. Nous ne devons pas accepter que le règne des flics s'installe dans l'usine.

On a beau nous dire que la fouille est prévue par le règlement intérieur, la méthode est répugnante et d'ailleurs jamais appliquée.

Et, si certains tiennent absolument à se ridiculiser en soupçonnant les travailleurs d'emporter des transformateurs dans leur musette, libre à eux, mais qu'ils le fassent sans que ce soit par des provocations stupides et intolérables contre des travailleurs.

Et, si certains tiennent absolument à se ridiculiser en soupçonnant les travailleurs d'emporter des transformateurs dans leur musette, libre à eux, mais qu'ils le fassent sans que ce soit par des provocations stupides et intolérables contre des travailleurs.



SOUVENIRS D'UN BOLCHÉVIK

RESUME

Le jeune Piatnitski, âgé alors d'une quinzaine d'années, est apprenti dans un atelier de confection. Très tôt, il fait connaissance avec le mouvement ouvrier au travers des grèves et des luttes contre la police et les cosaques. Il découvre les livres et brochures révolutionnaires, assiste à des réunions et des cours de formation marxiste, adhère au syndicat illégal des tailleurs dont il devient secrétaire et trésorier, participe aux discussions qui opposent les partisans du Bund, du Parti Socialiste Polonais et les iskristes.

Peu satisfait de la politique du Bund, qui tendait à séparer les travailleurs juifs des autres, et rejetant celle du Parti Socialiste Polonais, dont le contenu allait à l'encontre de la formation internationaliste qu'il avait reçue, Piatnitski fait la connaissance du frère de Martov qui appartenait au groupe de l'Iskra, le journal de Lénine, et devient lui-même iskriste.

En 1903, il organise le passage des délégués au II^e Congrès du Parti Social-Démocrate — qui verra apparaître deux tendances : bolchévik et menchévik — puis participe lui-même à Genève, en octobre, au Congrès de la Ligue

des sociaux-démocrates à l'étranger, convoqué par la minorité menchévik pour s'opposer au Congrès du Parti. Plekhanov, d'abord bolchévik, passe alors aux menchéviks ; ceux-ci s'emparent aussi de l'Iskra. Les bolchéviks éditent alors un nouvel organe, Vperiod.

Après le « dimanche rouge » et les nombreuses grèves de 1905, la réaction contre-attaque : le tsar signe la Constitution du 17 octobre qui accorde certaines libertés aux libéraux, bourgeois, dans le même temps que la police organise des pogroms et emprisonne de nombreux militants.

Les années de noire réaction et de recul du mouvement ouvrier qui suivent l'échec de la révolution de 1905 voient le désarroi s'introduire chez les sociaux-démocrates russes, bolcheviks compris : les luttes de fraction sont vives et, dans son combat contre les mencheviks-liquidateurs, Lénine rencontre une opposition conciliatrice dans les rangs mêmes des bolcheviks.

Après un séjour en Allemagne, Piatnitski regagne la Russie. Il exerce le métier d'électricien, tout en participant au mouvement révolutionnaire. Arrêté à Samara, il est finalement déporté en Sibérie.

(29)

Les déportés à perpétuité qui ne recevaient pas de secours du gouvernement, tâchaient de gagner le strict nécessaire à leur entretien en s'employant de différentes façons. L'hiver, ils attrapaient des lottes et ramassaient des noix de cèdre qu'ils vendaient. Parfois, il leur arrivait de tuer des petits-gris, mais comme les déportés n'étaient pas autorisés à avoir des armes à feu, ces cas étaient assez rares. En été, la vie était plus facile.

Pendant la guerre, les villages du district de Kansk restèrent sans travailleurs, presque tous ayant été mobilisés (au-delà de l'Angara, les paysans n'étaient pas appelés sous les armes). Les déportés à perpétuité s'y rendirent pour gagner leur vie (en 1916, par suite du manque de main-d'œuvre, les déportés à perpétuité reçurent l'autorisation de se déplacer, tantôt dans les limites du gouvernement, tantôt dans celles du district).

En été, beaucoup de déportés abattaient les arbres qu'ils emmenaient ensuite par radeaux à Lénisséisk. Pour chaque tronc d'arbre, on pouvait recevoir 1 rouble, 1 rouble 20, mais en revanche, il fallait revenir en bateau par l'énisséi, puis, en barque, remonter l'Angara à contre-courant et faire le reste du chemin à cheval, ce qui ne coûtait pas bon marché. Au printemps, les paysans de Fédino s'occupaient également du flottage, mais ils revenaient par Kansk, ce qui était plus près et moins cher, étant donné que l'on pouvait emprunter, sur une grande partie du parcours, le bateau et le chemin de fer.

Ainsi, d'une façon ou d'une autre, les déportés trouvaient moyen de s'arranger pour ne pas être à la charge les uns des autres.

L'existence que je viens de décrire coûtait, en 1915, en moyenne de 6 à 7 roubles par mois, sans compter les vêtements et, en 1916, de 10 à 12 roubles.

Quand on se mit à envoyer à Fédino des Autrichiens, des Allemands, des Turcs et des Juifs déportés pour des « raisons militaires » on commença à étouffer. Les paysans essayèrent d'augmenter les prix des loyers et, le pire, entendirent disposer à leur guise des chambres occupées par les déportés politiques. Voyant cela, nous achetâmes pour 12 roubles une mauvaise isba au camarade Paist et une autre à un paysan, que nous transportâmes nous-mêmes auprès de l'autre. Nous la rehaussâmes, agrandîmes les fenêtres et la meublâmes pour ainsi dire nous-mêmes. De cette façon, nous pouvions dans trois isbas loger huit camarades.

Nous recevions les journaux et les revues publiés à Moscou et à Pétersbourg ainsi que des livres, de

sorte que nous avons pu constituer une assez bonne bibliothèque. Le temps ne manquait pas pour la lecture, surtout en hiver, et les déportés ne se faisaient pas faute de lire. Nous organisions des conférences et des causeries que suivaient de vifs échanges de vues, étant donné qu'il y avait parmi nous des camarades affiliés à divers partis et de tendances différentes. Nous organisions des réunions solennelles à l'occasion du 1^{er} Mai, du 9 Janvier, du 4 Avril, ou encore lors de l'anniversaire de l'insurrection de décembre 1905, ou pour fêter la nouvelle année. A ces réunions se rendaient ordinairement les déportés des régions voisines dans un rayon de 50 à 80 verstes.

Alexis Féophilaktov (il mourut au cours de la guerre de partisans en combattant les troupes de Koltchak dans la province d'énisséisk) se découvrit un talent de chef de musique. Il organisa une chorale avec des camarades qui ne croyaient même pas avoir de la voix. Nous arrivions ainsi à tuer le temps. Quand le cafard nous prenait, ce qui nous arrivait fréquemment, nous partions en visite chez les déportés des villages voisins, malgré notre ange-gardien, le gendarme Blagodatski, qui se lançait à nos trousses et nous inculpait d'absence volontaire. Le 16 février 1917, je fus condamné pour absence volontaire à être enfermé pendant trois jours. Comment ne pas avoir le cafard quand on ne voit jamais d'être vraiment vivants, quand on ne se livre à aucun travail actif, bien que l'on soit en « liberté », tandis qu'autour de soi la neige couvre le sol pendant huit mois de l'année, une neige qui fait mal à voir et sur laquelle on ne peut s'aventurer sous peine de s'enfoncer de deux archines (1). Puis vient l'été tant attendu qui amène avec lui une telle nuée de moustiques qu'on ne peut aller nulle part sans un voile autour du visage.

Dans la région de l'Angara, les déportés politiques avaient leur organisation dont le but était d'accorder une aide matérielle aux déportés sans ressources, d'organiser les évasions, d'informer les déportés de la vie politique en Russie et ainsi de suite. Cette même organisation tranchait les conflits qui éclataient entre déportés, complétait la bibliothèque et envoyait aux colonies de déportés des écrits révolutionnaires récents, légaux et illégaux. Elle englobait tous les villages des cantons de Pintchoug et de Kiéjm.

Tous les villages qui se trouvaient autour de ce centre qu'était devenu Fédino formaient le sous-rayon de Tchounsk de l'organisation des déportés de l'Angara.

Pendant mon séjour en Sibérie, il y eut deux congrès des déportés de l'Angara auxquels participè-

rent presque toutes les colonies existantes. Un comité général des déportés de l'Angara fut désigné à ces congrès. Tous les membres de cette organisation versaient une cotisation mensuelle de 10 kopecks. Je fus élu secrétaire du sous-rayon de Tchounsk et, à ce titre, j'échangeai une correspondance abondante et suivie avec le délégué du Comité général. En 1916, les fonctions de délégué étaient assumées par Georges Aronchtam, avec lequel j'eus l'occasion de travailler longtemps après la révolution de Février, au rayon des cheminots de Moscou. Le comité des déportés nous envoyait de la littérature illégale, des comptes rendus financiers et des rapports sur les questions touchant à l'organisation.

Comme Fédino se trouvait sur la route de Bogoutchany à Kansk, les fugitifs aussi bien que les camarades qui avaient terminé leur peine passaient chez nous. En hiver 1916, Ida Zilberblat s'enfuit à l'étranger et dans le courant de l'été, Pétriokovski et Knychevski furent mobilisés. Quant aux déportés à perpétuité, beaucoup profitèrent du droit de se déplacer pour aller travailler à Kansk ou dans le voisinage. De nouveau, il ne resta plus à Fédino que quelques déportés politiques.

En automne 1916 et au début de l'hiver 1917, l'ennui devint insupportable. Comme il m'était impossible de bouquiner sans arrêt, je me mis en secret à enseigner la lecture et l'écriture aux enfants d'une famille paysanne (les déportés politiques n'avaient pas le droit d'enseigner) et à prendre part à l'indigente vie publique de l'endroit, notamment à l'organisation d'une coopérative, car les paysans de Fédino sentaient les effets de la guerre par la rareté de plus en plus grande des quelques articles de consommation qu'ils demandaient à la ville : pétrole, savon, sucre, vaisselle et munitions pour la chasse.

Le fait suivant vint encore stimuler la fondation d'une coopérative : il n'y avait pas à Fédino de boutiques, mais en automne les koulaks amenaient au village du pétrole, du sucre, du savon et des allumettes. Ils faisaient payer ces produits très cher. Quand on le leur disait, ils se bornaient à répondre : « Si tu le veux, prends-le, si tu ne le veux pas, laisse-le, je l'ai acheté pour moi ». Il n'y avait rien à faire. C'était à prendre ou à laisser. Quand, en 1916, ils se mirent à dépasser la mesure (à Kansk et à Abane les marchandises devenaient introuvables) l'idée naquit d'organiser une coopérative pour le sous-rayon de Tchounsk. Il y eut beaucoup de discussions avant que les paysans de l'endroit ne s'y décidassent, car les koulaks y étaient formellement opposés. Mais nous autres, déportés politiques, nous nous mîmes énergiquement à l'ouvrage et la coopérative fut fondée. Un paysan et moi fûmes

élus par l'assemblée de village comme délégués à la conférence coopérative du sous-rayon de Tchouk qui se tint à Iar, laquelle envoya à son tour un déporté à perpétuité à la conférence de la province.

Quant au manque de culture, d'ordre et d'organisation que l'on constatait chez les paysans, on peut se demander comment il se fait que les déportés politiques n'aient pu exercer sur les paysans une influence plus heureuse ? C'est malheureusement vrai. Le comble, c'est qu'il arrivait fréquemment aux déportés politiques d'adopter la « culture » de leurs voisins paysans. Certes, les paysans venaient constamment chez nous, déportés politiques, et nous causions beaucoup avec eux, surtout avec la jeunesse. Ils nous écoutaient attentivement, mais ensuite ils allaient trouver le gendarme pour lui demander si tout ce que disaient les déportés politiques était vrai. Ils agissaient ainsi parce que, comme je l'ai dit, nous étions pour eux des criminels.

Il est caractéristique qu'après la révolution de Février, les paysans me remirent le sceau de leur village et tous les attributs du gendarme en me demandant d'en faire l'usage que je voudrais. A partir de ce moment, nous cessions d'être à leurs yeux des criminels.

Sous Koltchak, les paysans de Fédino, ayant à leur tête les déportés politiques qui étaient restés là-bas, prirent une part active à la guerre de partisans contre les gardes blancs.

XVII

COMMENT NOUS AVONS CONNU LA REVOLUTION DE FEVRIER 1917

Le soir du 9 mars 1917, j'avais un cafard épouvantable. Toute la journée j'avais broyé du noir. Je n'étais pas sorti de ma chambre. J'étais étendu sur mon lit, sans feu, et n'ouvrais à personne. Tard dans la soirée, des pas rapides, suivis de coups répétés contre la porte se firent entendre. Sans attendre que je lui répondisse, le déporté politique Foma Govorek qui n'habitait pas notre village m'annonça d'une voix agitée que la révolution venait d'éclater en Russie. Je le priai de me laisser tranquille n'étant pas d'humeur à plaisanter. Voyant que je le prenais ainsi, il m'assura que la femme d'un déporté de Potchett, revenue de Kansk, avait vu là-bas un grand meeting auquel les soldats eux-mêmes assistaient. Les habitants se félicitaient les uns les autres à l'occasion de l'avènement de la liberté et les maisons étaient pavées de drapeaux rouges.

Nous convoquâmes aussitôt tous les déportés et nous examinâmes de quelle façon nous pourrions apprendre ce qui se passait en Russie et dans les grandes villes de Sibérie. Nous décidâmes d'envoyer des déportés sur toutes les routes afin d'interroger les paysans de passage sur ce qu'ils avaient vu à Kansk ou à Abane, et de prendre connaissance des journaux s'ils en avaient avec eux. Si, au cours de la nuit, nous ne parvenions pas à apprendre quoi que ce fût, il était convenu que Foma se rendrait à Kansk pour s'y renseigner en détail.

La nuit, un tract, publié par les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates libérés de prison, tomba entre nos mains. Ceux-ci invitaient à se grouper autour du Comité de salut public. Le tract indiquait que le tsarisme était renversé et que le pouvoir était entre les mains du Comité de la Douma d'Empire.

Cette nuit-là, pas un déporté ne dormit. On discuta du désarmement des gendarmes, de l'arrestation du chef de police du district, que depuis plus d'une semaine le gendarme et les paysans attendaient nuit et jour, et de ce qu'il convenait de faire à l'assemblée du village. Mais la question la plus brûlante, c'était de savoir comment se sauver au plus vite de ce trou pour se joindre en Russie au mouvement révolutionnaire. Toutes ces questions donnèrent lieu aux plus absurdes propositions. D'aucuns proposaient de passer dans les villages pour arrêter et massacrer les gendarmes qui s'y trouvaient. Le plus drôle, c'est que ces propositions étaient faites par des camarades qui, avant la révo-



Une manifestation de la révolution russe.

lution, reculaient devant le moindre conflit avec notre inoffensif pandore.

Le matin, des tracts nous parvinrent qui indiquaient la composition du Gouvernement provisoire. Tout de suite, l'isolement du « socialiste » Kérenski, perdu au milieu de filibustiers cadets et octobristes, genre Goutchkov et Milioukov, me sauta aux yeux. Je me dis que Kérenski était appelé à jouer chez nous le rôle de paratonnerre contre les masses révolutionnaires, rôle que Louis Blanc avait joué en France pendant la Révolution de 1848. Je ne pus croire que les ouvriers révolutionnaires de Pétersbourg avaient mis en avant Kérenski qu'ils connaissaient très peu. Il m'était clair que désormais il faudrait combattre non plus le tsarisme, mais la bourgeoisie. La seule chose dont je ne me rendais pas très bien compte à ce moment, c'est à quel point la bourgeoisie avait réussi à se fortifier pendant la guerre, et si l'on pourrait organiser rapidement notre parti bolchévique qui, seul, était capable de grouper autour de lui les grandes masses du prolétariat et de les guider dans la bonne voie dans la lutte contre la bourgeoisie. La principale question que je me posais était de savoir qui s'organiserait le plus vite : le Parti et, autour de lui, le prolétariat, ou la bourgeoisie ? Il ne me venait pas à l'idée que les socialistes-révolutionnaires joueraient les premiers violons après la révolution de Février, et que les menchéviks feraient bloc avec eux. Pourtant, il fallait bien s'attendre à ce que la question de l'hégémonie du prolétariat ou de la bourgeoisie dans notre révolution fût de nouveau posée devant la social-démocratie.

Notre parti s'est organisé plus vite, sa tactique a groupé autour de lui non seulement les ouvriers, mais encore les paysans. Il a vaincu non seulement la bourgeoisie, mais aussi la petite bourgeoisie, que personnifiaient les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les populistes et autres « socialistes ».

A Fédino, nous étions si bien coupés de la vie que nous ignorions qu'elle était la situation réelle sur les fronts. C'est pourquoi beaucoup de déportés politiques ne se rendaient pas très nettement compte de la façon dont se terminerait la guerre après la révolution de Février. Mais, même après cette révolution, je demeurais un adversaire déterminé de la guerre. A mesure que je m'approchais de Kansk, je voyais que les soldats se sauvaient chez eux par toutes les routes. De Kansk à Moscou, les gares et les trains étaient bondés de soldats qui désertaient le front. Ils écoutaient avec avidité les déportés politiques de retour de Sibérie qui parlaient contre la guerre ; ils s'en allaient dès qu'un orateur parlait

de la poursuivre jusqu'à une fin victorieuse. Je compris alors que la masse en avait assez de la guerre, que celle-ci était devenue odieuse, et que dès lors elle ne continuerait plus longtemps.

Le 10 mars, ayant emprunté de l'argent pour la route, je quittai le village de Fédino. Tout le village me reconduisit. Quand j'arrivai à Potchett, je trouvai là deux télégrammes, un de Penza et un de Moscou, m'informant que l'amnistie était accordée, et me demandant de venir me mettre au travail. Un mandat était joint à ces télégrammes. J'allai à cheval jusqu'à Kansk, où j'arrivai dans la matinée du 12 mars. A Kansk, il y avait déjà un Soviet de députés soldats. Le Soviet de députés ouvriers devait se réunir le soir de mon arrivée. A Kansk, la ville était sens dessus dessous. Les soldats, conduits par des commissaires, pénétraient partout, perquisitionnaient, emmenaient des gens arrêtés. Au Soviet, c'était le tohu-bohu le plus complet. Le Comité exécutif du Soviet des députés soldats siégeait du matin au soir. Je me dis que si dans ce coin perdu l'effervescence pouvait atteindre ce degré, que ne devait-il pas se passer à Pétersbourg et à Moscou ? Je décidai de me rendre à Moscou. Sans plus attendre, je pris un train bondé d'amnistiés qui partait dans la nuit. En cours de route, j'écrivis au Comité central pour lui demander où je devais me rendre et à quel travail je devais me consacrer.

Le 18 mars, le jour de mon arrivée à Moscou, je me rendis au Soviet, où je rencontrai tout de suite d'anciens camarades : Smidovitch, Noguine et beaucoup d'autres ; au Comité du Parti où je trouvai Zemliachka, et au Bureau régional du Comité central. Toutes ces organisations se trouvaient dans un même édifice : l'Ecole de Kaptsov. Quand je reçus la réponse du Comité central qui m'invitait à venir à Pétersbourg, je militais déjà parmi les cheminots de Moscou. Je décidai de ne pas partir afin de continuer l'action que j'avais commencée.

La révolution de Février marqua le début d'une nouvelle étape dans la lutte que dut soutenir notre parti pour combattre l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires sur la classe ouvrière, pour instaurer la dictature du prolétariat et mettre fin à la guerre mondiale. De toutes mes forces et de toute mon énergie, je coopérai à la réalisation des tâches que la révolution venait d'assigner à notre parti et à la classe ouvrière.

FIN

(1) Une archine vaut 71 centimètres. (N. du Tr.)

LES PROLOS

C'EST avec une gêne et un embarras permanents que l'on tourne les pages du livre de Louis Oury *Les Prolos*. Et cependant, cette autobiographie de trois cents pages aurait pu être fort intéressante puisque l'auteur, ouvrier depuis l'âge de seize ans, participa en 1955 à l'un des plus importants mouvements de grève du pays durant les années qui précéderent Mai 68, celui des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire où il travaillait.

Mais, à travers ce récit, il apparaît que Louis Oury a plus traversé que véritablement vécu les événements, qu'il a suivi sans comprendre ce qui se passait, restant même bien souvent sur la réserve, comme en spectateur, attitude qui n'est pas toujours exempte de mépris envers ses camarades de travail — un mépris attendri, certes, mais d'autant plus agaçant. Ce qu'il nous livre alors n'est qu'une succession d'anecdotes sur la grève de Saint-Nazaire, assez peu significatives de l'ampleur du mouvement et de la manière dont il s'est déroulé.

Si Oury n'est pas un militant ouvrier, ce que personne ne peut lui reprocher, il n'apparaît même pas, à travers son livre, comme un ouvrier conscient d'appartenir à la classe des exploités, fier de l'être et animé du sens de la solidarité qui doit unir et faire la force première des travailleurs. D'où le ma-

laise ressenti à la lecture de son récit. Autodidacte, il jette un œil détaché et qui se veut sévèrement critique sur les travailleurs aux côtés desquels il vit et travaille. Les événements, il nous les rapporte comme un touriste au sein de sa propre classe, n'hésitant pas à dire : « J'ignore tout d'un conflit social et des exactions qu'il peut engendrer et, comme la majorité des Français, je considère que les bienfaits dont nous jouissons résultent de la capacité du gouvernement en place. » Et s'il poursuit par « Cependant les événements des jours suivants vont sérieusement ébranler mes convictions », il ne semble pas du tout qu'il ait tiré quelque enseignement de la grève et du combat des ouvriers de Saint-Nazaire. Les chapitres se succèdent, toujours bourrés de bonnes intentions, imprégnés de morale catholique, de conseils paternalistes et parfois larmoyants, qui irritent profondément.

Contrairement à ce qu'affirme sa dédicace, le livre de Louis Oury ne s'adresse pas aux travailleurs. Preuve en sont, d'ailleurs, les nombreuses parenthèses qu'il fait dans son récit à l'adresse du lecteur qui n'est pas ouvrier, sur le ton du « ah ! si vous saviez comme c'est dur ! ». Ce serait même, à notre avis, le seul intérêt de ce livre que d'apporter un témoignage sur les conditions de vie et de travail d'un ouvrier du rang à notre époque. Mais aux autres travailleurs Louis



Aux « prolos » qui ne sont pas des « touristes », Louis Oury n'a rien à proposer. (Ph. L.O.)

Oury n'a rien à apprendre ni à proposer. Au contraire, toute la fin de son récit est une illustration de l'impasse dans laquelle il s'est lui-même fourvoyé : les heures supplémentaires, le travail du dimanche, les horaires démesurés et harassants sur un chantier du Nord, les efforts de bagnard pour s'en sortir par la promotion sociale, l'acquisition d'un diplôme de dessinateur industriel, tout cela se conclura par une fin de non-recevoir de la

direction des Chantiers de l'Atlantique qui lui refusera de quitter la production pour un poste dans les bureaux. Et, si Oury ne tire pas, lui, les leçons de l'échec de ses propres efforts, celles-ci s'imposent d'elles-mêmes une fois la dernière page des *Prolos* tournée : hors d'une lutte d'ensemble, consciente, de la classe ouvrière, il n'y a pas d'émancipation possible des travailleurs.

Lucienne PLAIN.

cinéma

Woody Allen

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER

POUR résoudre vos « problèmes » sexuels, vous êtes peut-être tentés de vous tourner vers les films, les revues et les charlatans qui prétendent vous instruire sur la réalité physiologique, psychologique, scientifique du sexe ?

Un médecin pris au piège de l'amour par une brebis charmante, un spécialiste de la recherche sexuelle expérimentale à l'allure de Frankenstein, etc., Woody Allen démystifie au long de sketches burlesques toutes ces prétentions. Et c'est sans doute

là l'un des côtés les plus sympathiques de ce film qui nous invite plutôt à ne pas chercher à trop en savoir.

Néanmoins, à part notamment le dernier sketch qui est le plus construit, les idées, souvent bonnes et astucieuses, passent assez mal. On rit assez peu de bon cœur. Les caricatures sont souvent outrées, le film donne parfois la pénible impression d'avoir été bâclé. Et c'est finalement déçus que nous sortons.

P.F.

LES GRANGES BRULÉES

Jean Chapot

LE sujet de ce film est une histoire assez banale. Celle de l'instruction d'un meurtre survenu une nuit d'hiver près d'une ferme du Haut-Jura.

Pour l'auteur, il ne s'agit là, bien sûr, que d'un prétexte à la description des mœurs, de la personnalité d'une famille de paysans jurassiens. Mais, en l'occurrence, à trop vouloir servir son sujet, J. Chapot ne réussit qu'à le pasticher.

Bien sûr, on ne s'ennuie pas trop et le film se laisse voir. Bien sûr, les paysages enneigés ne sont pas déplaisants. Mais ce ne sont là que des accessoires qui, pour J. Chapot, de-

vaient mettre en valeur la confrontation de la paysanne (Simone Signoret) et du jeune juge d'instruction (Alain Delon). Et c'est justement parce que tout concourt à préparer, à gonfler ce duel que le film est un échec.

Ceux qui avaient apprécié ces deux comédiens dans *La veuve Couderc* ne pourront que regretter la surcharge des « héros » d'un côté, l'écrasement au bulldozer des autres personnages de l'autre, et être gênés de l'insistance avec laquelle Delon encense Simone Signoret.

Pierre LAFFITTE.



Woody Allen.

Fos-sur-Mer

Les travailleurs disent non au mépris

LA grève et les violentes bagarres qui viennent d'opposer les forces de l'ordre aux travailleurs de Fos-sur-Mer ont porté un instant les feux de l'actualité sur la dizaine de milliers de travailleurs (en majorité, des émigrés) qui, depuis quelques années, sont employés sur ce chantier géant.

Car il faut rappeler que Fos-sur-Mer se veut une expérience pilote pour le gouvernement. L'Etat a investi des milliards de nouveaux francs pour développer, au bord de l'étang de Berre, un combinat ultra moderne capable de mettre l'industrie française en concurrence avec les autres industries européennes.

Les principaux trusts français ont reçu largement la manne étatique pour établir là des usines dernier cri.

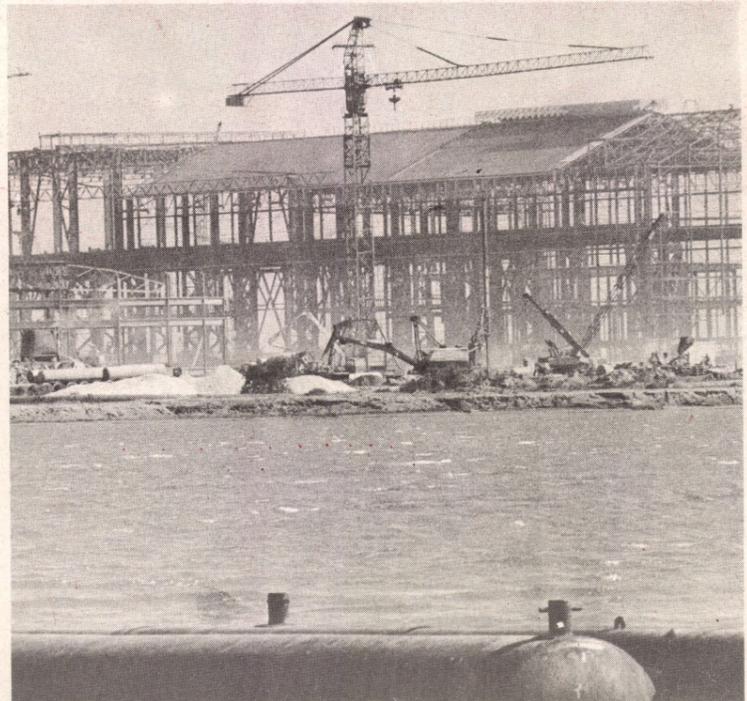
Mais, ces milliards, les travailleurs et leurs familles n'en ont guère vu la couleur. Les douze mille ouvriers employés à construire ce combinat géant ont vécu, pendant des années, dans des bidonvilles sans hygiène, sans voies d'accès satisfaisantes. Les trusts refusaient de faire les investissements né-

cessaires pour construire les maisons, les écoles, les hôpitaux et les centres culturels dont auraient pu bénéficier les travailleurs et leurs familles. Les patrons refusaient d'envisager des investissements quelconques pour améliorer le sort des travailleurs et en rejetaient la faute sur l'Etat qui, à son tour, renvoyait la balle au patronat.

Et puis il y a eu la goutte qui a fait déborder le vase. Par la bouche de Georges Séguy, ces douze mille travailleurs ont soudain appris que, d'ici la fin de l'année, ils seraient obligés d'aller chercher du travail ailleurs. Du jour au lendemain, ils se retrouveront sans travail et, peut-être, pour beaucoup d'entre eux, expulsés de leurs baraquements.

Car les trusts n'ont nullement l'intention de les embaucher dans les usines qu'ils ont construites avec leur sueur. Aucun des travailleurs n'est sûr d'avoir encore un salaire d'ici cinq ou six mois.

Ces licenciements massifs, les patrons les avaient prévus depuis des mois. Mais personne n'avait jugé bon de mettre les travailleurs au courant. Et c'est la révélation de Séguy qui a mis



le feu aux poudres et provoqué un coup de colère.

A l'heure où nous écrivons, la grève vient d'être reconduite. Et même s'ils ne sont nullement assurés d'obtenir les garanties d'embauche sur place qu'ils réclament, les ouvriers de Fos

auront au moins montré, par ce mouvement, que la classe ouvrière n'est pas prête à accepter sans réagir n'importe quelle marque de mépris de la part de la bourgeoisie.

J.I.

le logement des travailleurs

XV^e arrondissement

Les expulsions recommencent

C'EST à deux pas d'une école privée des professions immobilières — l'ESPI — qui forme, entre autres, les futurs promoteurs qu'une soixantaine de travailleurs émigrés sont menacés d'expulsion sans relogement... Tout un symbole. Une société immobilière a acquis leur hôtel meublé, sis impasse du Mont-Tonnerre (15^e), et veut les jeter à la rue pour « rénover ». Une technique de spéculation effectivement très « lucrative » que l'ESPI enseigne sans doute à ses élèves. Les locataires ne l'entendent cependant pas de cette oreille et ils refusent de partir sans relogement convenable. En dépit des pressions du patron d'hôtel, qui avait en particulier menacé de tout casser, voire de barrer l'impasse s'ils ne partaient pas, ils se sont organisés, ont élu des responsables et sont toujours dans les lieux bien que congé leur ait été donné pour le 30 avril dernier.

Ils ont reçu le soutien de diverses organisations, en particulier du PCF qui, jusqu'alors, n'avait pas levé le petit doigt pour s'opposer aux expulsions qui frappent régulièrement les travailleurs du XV^e et surtout les émigrés qui sont encore plusieurs milliers dans l'arrondissement à loger dans des hôtels-taudis surpeuplés. Cette attitude du PCF, qui dénonçait régulièrement les actions entreprises par les mal-logés appuyés par les militants révolutionnaires comme autant de provocations ou, au mieux, comme de l'agitation stérile, ne résulte évidemment pas d'une soudaine sollicitude pour les expulsés, mais de

la volonté d'avoir l'air de faire quelque chose vis-à-vis de nombreux militants et sympathisants du Parti qui comprennent mal que l'action sur ce terrain soit le fait des seuls gauchistes.

Le PCF, la CGT, le PSU, l'ASTI et la CFDT organisent donc une « journée d'action » pour soutenir les locataires de l'impasse du Mont-Tonnerre.

Mais la pétition qu'ils firent circuler n'avait plus rien de commun avec celle rédigée par les locataires. Toutes les revendications concernant le rétablissement de l'électricité dans certaines chambres, la

remise en état des W-C détériorés par le patron, etc., avaient disparu et étaient remplacées par les revendications générales du PCF sur les problèmes d'expulsion. Une déclaration de Derrien — candidat du PCF aux élections — publiée par l'Humanité, montre également les limites de son soutien aux expulsés. Il ne servirait à rien de vouloir se maintenir à tout prix dans les lieux dans la mesure où la construction de foyers ne serait pas entreprise dans l'arrondissement, déclare-t-il.

Alors que, de toute évidence, le seul moyen de faire pression sur

le pouvoir et les promoteurs pour obtenir un relogement correct est justement de se maintenir dans les lieux. Si ces faux amis des mal-logés pensent pouvoir mettre leur boutique en valeur à peu de frais, entraînant la lutte des expulsés sur une voie de garage, ils devront compter avec la détermination des locataires eux-mêmes et avec tous ceux qui veulent vraiment défendre ces travailleurs menacés et non assurer la publicité de l'« Union de la Gauche » pour la prochaine tournée électorale.

Correspondant L.O.

Foyer africain du 65, rue de la République (MONTREUIL)

Un premier succès

LES sept cent cinquante travailleurs africains qui logaient au foyer du 65, rue de la République, à Montreuil, ont obtenu le relogement de six cents d'entre eux dans deux nouveaux foyers : l'un rue de la Montagne-Pierreuse, l'autre rue Brulefer.

Ainsi, plus de deux ans de lutte ont payé. Ces nouveaux foyers comportent des chambres individuelles à 180 F par mois et par personne et des chambres à deux ou trois à 165 F.

Bien sûr, les nouveaux foyers

proposés aux locataires sont loin d'être encore satisfaisants.

Ce sont des bâtiments modulaires provisoires, et de surcroît de prix nettement plus élevés que l'ancien. Mais, par rapport au 65, rue de la République — où les sept cent cinquante locataires étaient entassés dans d'immenses dortoirs, certains même dans la cave, avec seulement sept W-C pour sept cent cinquante —, ce résultat est tout de même un succès qui n'aurait pas été obtenu sans une longue lutte.

Le déménagement s'est fait samedi 23 juin. Comme par hasard, dès six heures du matin, les flics

étaient là pour vérifier que tout se passait dans « l'ordre » et surtout que les cent cinquante travailleurs non relogés ne suivaient pas leurs camarades.

Mais ceux du 65 n'avaient pas besoin des flics pour déménager : ils ne tenaient pas à passer ne serait-ce qu'une nuit de plus au 65 !

Grâce à leur détermination, les travailleurs du 65 ont eu raison des pouvoirs publics. Et, si tout n'est pas parfait dans les nouveaux foyers, ils ont montré qu'ils savaient se défendre.

Correspondant L.O.